

Discours du budget 2012 - 2013

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

M. J. Michael Miltenberger
Ministre des Finances

**Troisième session de la
Dix-septième Assemblée législative
Le 24 mai 2012**

Introduction

Monsieur le président, ce budget est présenté trois mois après le début de l'exercice. J'aimerais saisir l'occasion de remercier tous les députés de l'Assemblée législative qui ont contribué, individuellement et collectivement, à l'affectation anticipée de crédits pour le présent exercice.

La Dix-septième Assemblée législative a commencé ses travaux dans une situation financière difficile et les députés ont travaillé d'arrache-pied pour aider à préparer le premier budget de cette Assemblée. Nous avons apprécié les conseils des comités permanents au cours des récentes discussions sur le plan d'activités. Nous sommes en train d'examiner et d'étudier les recommandations des comités. Le gouvernement donnera suite à ces recommandations lors du processus d'affectations supplémentaires plus tard durant la session.

Au cours de la récente récession, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) a dépensé plus d'un milliard de dollars pour la mise en œuvre d'importants projets d'immobilisations tels que des écoles, des routes, des logements et des infrastructures communautaires. Cet investissement a contribué à consolider notre économie durant le ralentissement du secteur privé.

Bien que nous soyons très fiers de la façon dont notre dernier gouvernement a réagi à la pire récession depuis la Crise de 1929, nous savons que cela n'était pas viable. De plus, la situation est en train de changer.

Les investissements privés refont leur apparition aux Territoires du Nord-Ouest (TNO). Comme la plupart des industries se rétablissent, il est temps que le gouvernement se retire, rajuste le tir et rebâtisse.

C'est le but de ce budget. Nous reprenons notre souffle après l'un des ralentissements économiques les plus graves des temps modernes et rétablissons l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses pour être prêts, dans deux ans, à commencer à réinvestir dans nos besoins grandissants d'infrastructures.

Économie

Monsieur le président, l'économie des TNO affiche des signes de redressement du ralentissement économique mondial; toutefois, nous ne sommes pas encore revenus à notre sommet d'avant la récession. Même si les perspectives économiques des TNO sont bonnes, nous ne nous attendons pas à la croissance à deux chiffres que nous avons connue durant la première moitié de la dernière décennie.

La reprise du marché du travail des TNO est forte. Le nombre de personnes qui travaillent est le même que lorsque la récession mondiale a d'abord frappé en 2008. En 2011, nous avons ajouté 1 200 nouveaux emplois.

Avec l'industrie du diamant à la proue, l'exploitation minière demeure le moteur économique des TNO, représentant le tiers de notre économie. Même si la production de carats a diminué en 2011, la hausse du prix des diamants a propulsé la valeur de leur production à 2,1 milliards de dollars en 2011, la plus élevée en sept ans. Les objectifs de production de 2012 sont encore plus élevés.

Les activités d'exploration, qui sont le précurseur clé de l'exploitation minière, devraient augmenter de 20 millions de dollars cette année. Toutefois, alors que les autres territoires ont dépassé les sommets qu'ils avaient atteints avant la récession, nous continuons à accuser du retard. Notre part de la valeur totale des activités d'exploration a baissé, passant de 7 pour cent en 2007 à une estimation de 3 pour cent en 2012.

Nous constatons aussi la reprise de l'exploration pétrolière et gazière. Chevron commence des travaux de prospection géosismique dans la mer de Beaufort et, l'été dernier, 11 permis d'exploration représentant plus de 500 millions de dollars en travaux soumissionnés ont été accordés dans le Sahtu. Cet été, deux parcelles de terrain seront attribuées au Sahtu. De plus, six parcelles ont récemment été désignées dans la mer de Beaufort.

Les ventes au détail et le commerce de gros ont repris de la vigueur au cours de l'année dernière, bien que cette croissance demeure inférieure aux sommets atteints avant la récession.

Le secteur privé recommence à investir aux TNO. Les 230 millions de dollars supplémentaires prévus pour 2012 représentent la plus forte augmentation, en pourcentage, que nous ayons connue en plus de cinq ans. Le Conference Board prédit une hausse de 14 pour cent de l'activité économique et la création de 1 800 emplois au cours des deux prochaines années.

Même avec cette croissance anticipée, le PIB de 2012 sera inférieur de 20 pour cent aux sommets atteints en 2007. À cette époque, nos deux mines de diamants en exploitation produisaient des volumes record de carats et entreprenaient de gros travaux de construction, alors que notre troisième mine de diamants était en construction. Pour en revenir à la période de pointe que nous avons connue en 2007, il nous faut un autre projet d'envergure.

La bonne nouvelle est que nous en avons plusieurs en coulisse. S'ils étaient approuvés, ces projets pourraient injecter de nouveaux investissements s'élevant à plus de 2 milliards de dollars, ainsi que créer 2 000 nouveaux emplois dans plusieurs régions.

Des projets comme celui sur les métaux des terres rares d'Avalon offrent des possibilités d'établir une industrie de seconde transformation des métaux non précieux dans le territoire. Les projets comme ceux des mines Prairie Creek et Pine Point contribueront à la croissance économique dans le Dehcho et le Slave Sud. Ces projets miniers et les futures mines sont indispensables pour notre économie à moyen terme, car nos mines actuelles arrivent au milieu de leur cycle d'exploitation.

Stratégie budgétaire

Alors que les économies des provinces et territoires du Canada se rétablissent, leurs gouvernements affrontent de nouvelles réalités budgétaires. Récemment, nous avons vu des pays, des États et des villes subir des baisses de cotes de crédit et, dans certains cas, faire faillite. Une gestion financière inadéquate n'est pas acceptable. Nous devons nous assurer que notre position financière est en règle.

Nous demeurons l'un des gouvernements les mieux gérés du Canada. Notre cote de crédit Aa1 se classe au deuxième rang en importance des cotes conférées par Moody's Investors Service. Au Canada, seules l'Alberta et la Colombie-Britannique ont des cotes plus élevées. Nos frais de service de la dette ne correspondent qu'à 1 pour cent des recettes, et nous détenons l'un des rapports dette-PIB les plus bas du pays. Et nous avons l'intention de poursuivre dans cette voie.

Cette intention découle de deux motifs. Premièrement, nous ne voulons pas nuire à notre cote de crédit Aa1 en déviant de notre engagement à l'égard des principes énoncés dans la politique de gestion responsable des finances. Nous n'emprunterons pas pour les dépenses de fonctionnement. Nos emprunts ne représenteront pas plus de la moitié des coûts des infrastructures. Une très bonne cote de crédit ne signifie pas seulement que les frais relatifs à la dette sont moins élevés. Elle indique aussi aux investisseurs extérieurs l'existence d'un environnement stable et solide en matière de finances. Nous sommes déterminés à conserver cet avantage.

Deuxièmement, nous sommes limités par le plafond d'emprunt prescrit par la législation fédérale. Nous avons collaboré avec le gouvernement du Canada pour obtenir une augmentation de notre plafond d'emprunt afin qu'il passe de 575 millions de dollars à 800 millions de dollars. Cette augmentation nous donne une flexibilité accrue pour investir dans les immobilisations, mais elle n'est pas aussi importante que le nouveau plafond semble suggérer si nous ne faisons pas preuve de discipline financière.

Nos emprunts comprennent une dette à long terme et une dette à court terme. Pour la plus grande part, notre dette à long terme s'autofinance grâce à des frais d'utilisation ou aux contribuables. D'un autre côté, notre dette à court terme doit être gérée avec prudence pour que nous puissions disposer du pouvoir d'emprunt et de la trésorerie permettant de payer les futurs investissements.

Au cours des dernières années, nous avons eu recours à des emprunts à court terme pour pallier des insuffisances de trésorerie entraînées par des dépenses accrues dans les infrastructures au cours de la récession. Notre dette à court terme a augmenté de beaucoup.

Comme notre secteur privé reprend de la vigueur, nous sommes convaincus que la décision d'emprunter à court terme pour investir dans des immobilisations supplémentaires a porté ses fruits. Maintenant, il est temps de réduire nos emprunts à court terme et de renflouer notre trésorerie pour qu'elle atteigne des niveaux plus viables.

Cela signifie que nous devons générer des excédents de fonctionnement suffisants pour rembourser les emprunts à court terme et financer au moins 50 % des nouvelles dépenses en immobilisations avec la trésorerie. Nous y parviendrons en limitant la croissance de nos dépenses entraînées par les programmes existants et les nouveaux programmes à un taux inférieur à celui de la croissance de nos recettes et en revenant à un niveau plus abordable de dépenses en immobilisations.

Parallèlement, nous reconnaissons que notre niveau actuel de dépenses en immobilisations ne résoudra pas le déficit croissant du GTNO en matière d'infrastructures. Ce déficit atteindra, selon les estimations actuelles, 3 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Tout comme les employés qui y travaillent, les centres de santé, les hôpitaux, les écoles et les autres établissements sont les outils essentiels nécessaires à la prestation de nos programmes. Les routes, les aéroports, les routes d'hiver et les ponts sont les voies de transport essentielles pour la nourriture, les fournitures, les touristes et les ressources.

Voilà pourquoi, Monsieur le président, notre plan de redressement ne sera pas facile. Non seulement notre déficit en matière d'infrastructures augmente, mais nous faisons également face à des coûts accrus sur tous les plans. Les prix croissants du carburant et de l'électricité se font beaucoup sentir sur l'ensemble des résidents et des programmes. Nous prévoyons aussi une augmentation de la demande de services, comme les soins de santé, en raison des changements démographiques. D'ici quinze ans, le nombre de Téoïois âgés de 60 ans et plus doublera.

Nous n'entretenons pas non plus d'illusions sur la croissance possible des recettes à court terme. Notre subvention de la formule de financement des territoires représente 70 pour cent du budget du GTNO pour les programmes et les services. Même si le ministre des Finances du gouvernement fédéral nous a garanti que la formule ne changera pas d'ici 2018-2019, nous savons que la croissance de cette subvention ralentira de beaucoup, en raison de la croissance stagnante de la population et de la réduction des dépenses des gouvernements provinciaux. Même si nous continuerons à travailler avec le gouvernement du Canada pour obtenir des transferts fédéraux dans des secteurs prioritaires comme la santé et les infrastructures, le budget fédéral du 29 mars est un indice évident que notre plan ne devrait pas compter sur de nouveaux fonds de cette provenance.

En dépit de ces pressions, ce gouvernement s'engage à protéger les programmes et les services sur lesquels nos résidents comptent. Ce budget ne retranche rien de la somme de 1,4 milliard de dollars réservée aux programmes et aux services. Nous avons fait beaucoup d'efforts, au cours des processus de négociation collective, pour nous assurer de retenir les fonctionnaires dont nous avons besoin pour la prestation de ces programmes. Nous sommes en bonne voie de conclure les conventions collectives et ferons bon accueil à la certitude financière que cela apportera vers la fin de la session de cette Assemblée.

En raison de la baisse de croissance des recettes à moyen terme et d'un déficit croissant en matière d'infrastructures, il faudra prendre des décisions pour déterminer les dépenses prioritaires pour réaliser notre vision des TNO. Monsieur le président, comme le discours du Trône le mentionnait, ce gouvernement a pris l'engagement de faire les choses différemment. Nous faisons appel aux résidents du Nord pour les inciter à forger de nouveaux partenariats. Cela signifie que nous entamerons un dialogue avec les résidents pour connaître leurs attentes par rapport à ce que le gouvernement peut fournir avec des ressources limitées.

Nous savons que nous ne pouvons pas tout financer. Nous savons aussi que nous avons besoin de l'appui des résidents des TNO pour faire ces choix difficiles. À l'automne, je rencontrerai des résidents, des entreprises, des gouvernements et des administrations locales à l'échelle des TNO. Nous voulons connaître leur opinion sur la façon dont nous pourrions mieux servir notre population et faire croître l'économie.

Points saillants du budget

Monsieur le président, notre stratégie budgétaire se caractérise par notre retour aux excédents de fonctionnement. Nous prévoyons réaliser un excédent de 74 millions de dollars en 2012-2013. Nous y sommes parvenus en limitant les dépenses de fonctionnement de 2012-2013 à 1,4 milliard de dollars, soit une hausse de 3,7 pour cent, ou de 51 millions de dollars, par rapport à l'année précédente.

L'augmentation de la demande et des coûts en matière de services existants représente 33 millions de dollars de la hausse des dépenses, alors que 35 millions de dollars supplémentaires seront investis dans les priorités du présent gouvernement. Ces augmentations seront contrebalancées en partie par des programmes et des initiatives temporarisés.

Cette hausse de nos dépenses de fonctionnement sera financée par des recettes d'environ 1,5 milliard de dollars, soit une augmentation de 9,5 pour cent par rapport aux estimations révisées de 2011-2012.

À la fin de 2012-2013, la dette à court terme devrait atteindre 216 millions de dollars. En y ajoutant notre dette à long terme, et celles de la Société d'énergie des TNO, de la Société d'habitation des TNO et d'autres organismes publics, la dette totale du GTNO atteindra 656 millions de dollars le 31 mars 2013.

Dépenses

Monsieur le président, le présent budget investit dans les buts et les priorités déterminés par la Dix-septième Assemblée législative en octobre.

Soutenir notre population

Le présent budget continue de soutenir les individus, les enfants et les familles en protégeant les services essentiels sur lesquels ils comptent. Il fait également de nombreux investissements stratégiques.

En 2012-2013, nous avons alloué 818 millions de dollars, ou près de 60 pour cent de chaque dollar, à l'éducation, aux soins de santé, aux services sociaux, au logement, aux services de maintien de l'ordre et aux programmes correctionnels. Pour la plus grande part, ces fonds sont investis dans les services de santé et l'éducation, pour nous aider à atteindre notre but visant à faire de nos citoyens des gens en santé et bien instruits.

Nos établissements de santé se trouvent au sommet de la liste de nos besoins criants en matière d'infrastructures. Pour pallier les lacunes des établissements de santé de notre territoire, nous consacrons 30 millions de dollars, cette année, au remplacement et à la rénovation de ces établissements.

Les nouveaux établissements, comme l'Hôpital H. H. Williams Memorial de Hay River, et les rénovations effectuées au centre de santé de Fort Smith, par exemple, garantiront que notre système de santé demeure capable de servir nos centres régionaux. De plus, 3 millions de dollars seront alloués à une étude de planification pour l'Hôpital territorial Stanton. Ces fonds constituent une première mesure pour prolonger le cycle de vie d'un établissement qui fournit des services de santé essentiels aux résidents de tout le territoire.

Mais nous reconnaissons aussi qu'une bonne santé physique et mentale commence à la maison. C'est pourquoi l'amélioration des conditions de logement est une priorité essentielle de la Dix-septième Assemblée législative. Le présent budget alloue 2,2 millions de dollars en nouveaux fonds pour mettre en œuvre les domaines d'intervention prioritaires déterminés par la Révision de la politique du logement que nous avons élaborée récemment. Ce financement comprend 1 million de dollars pour l'amélioration du barème de loyers des logements sociaux et 1,2 million de dollars pour l'ajout d'un nouveau supplément au loyer pour les logements locatifs privés.

Les résidents du Nord nous ont dit que les loyers actuels des logements sociaux ne conviennent pas. Ces loyers sont compliqués, imprévisibles et dissuadent les locataires de travailler. Les fonds supplémentaires d'un million de dollars serviront, à compter de 2012-2013, à élaborer un nouveau barème de loyers des logements sociaux pour résoudre ce problème. Le nouveau barème sera simple, prévisible et équitable. Il représente un immense pas dans la bonne direction pour veiller à ce que les logements sociaux favorisent l'autonomie.

Nous améliorons aussi la qualité de nos logements sociaux grâce à un investissement de 13,2 millions de dollars pour le plan d'immobilisations de la Société d'habitation des

TNO. Cet investissement sera consacré à une restauration majeure de 118 logements sociaux et au remplacement de 26 autres unités. Le Programme pour les acheteurs d'une première maison, qui aide les personnes qui désirent s'acheter une première maison, se verra accorder douze unités neuves ou rénovées.

Nous réduisons également les coûts des services publics des logements sociaux. Puisque nous recevons de moins en moins de financement de la part du gouvernement fédéral pour l'exploitation des logements sociaux, nous devons nous assurer que nos programmes sont les plus efficaces possible. Le montant de 700 000 dollars prévu au budget pour faire des rénovations éconergétiques aux logements sociaux permettra de rendre le programme de logement social plus abordable et plus durable à long terme en réduisant les coûts d'exploitation.

En matière de logement, le logement social n'est qu'une partie de l'équation. Un trop grand nombre de nos familles à revenu de travail régulier ont de la difficulté à se payer un loyer et à se nourrir. Ces personnes ne sont pas admissibles à un logement social ou à de l'aide au revenu. Le supplément au loyer de 1,2 million de dollars compris dans ce budget aide les familles à revenu de travail régulier qui ont de la difficulté à se payer les loyers sur le marché. Il représente un autre pas vers l'atteinte de notre objectif visant une population en santé, instruite et à l'abri de la pauvreté.

Les coûts élevés de l'énergie contribuent aussi considérablement au coût de la vie de nos résidents. Reconnaisant à quel point l'augmentation du coût de la vie peut être débilante, nous allouons un montant de 15,6 millions de dollars visant à compenser en partie la prochaine augmentation des tarifs de la Société d'énergie des TNO. Même si nous ne sommes pas en mesure d'absorber la totalité des hausses du prix de l'électricité de la Société d'énergie des TNO, cet investissement facilitera la transition vers des tarifs plus élevés.

À l'avenir, nous allons étudier des améliorations à la réglementation qui éviteront de recourir à des hausses de prix aussi radicales, grâce à un mécanisme d'indexation annuelle.

Nous voulons aussi aider les familles à réduire leurs factures d'électricité au moyen d'initiatives qui appuient la conservation de l'énergie. Nous investirons donc un montant de 350 000 dollars afin de continuer la prestation du Programme de mesures incitatives pour l'efficacité énergétique qui est très apprécié aux TNO. Les remises sur des modèles plus éconergétiques d'électroménagers, comme les réfrigérateurs et les machines à laver, peuvent contribuer à diminuer la consommation générale d'électricité.

Le présent budget alloue un montant de 500 000 dollars à l'établissement de comités des services à l'enfance et à la famille dans cinq collectivités. Ces comités permettent aux collectivités de jouer un rôle plus actif dans le soutien des enfants et des familles, et ce, dans le respect du contexte culturel.

Les enfants sont notre avenir. Nous devons donc travailler tous ensemble pour nous assurer qu'ils reçoivent le soutien dont ils ont besoin. Il peut être intimidant, difficile et stressant pour un enfant d'avoir affaire au système judiciaire. Le Bureau de l'avocat des enfants agit à titre de porte-parole des enfants lorsqu'ils font l'objet de procédures judiciaires relativement à leur garde ou à leur protection. Il aide également le tribunal à

régler les questions d'une façon plus rapide et favorable pour l'enfant. Le présent budget engage 150 000 dollars pour terminer la création de ce bureau.

Ce gouvernement comprend qu'il faut agir pour lutter contre la violence familiale. Nous maintenons notre engagement de mettre en œuvre les recommandations du Plan d'action contre la violence familiale. Dans le cadre de notre plan, nous investissons 137 000 dollars dans un poste de coordonnateur de lutte contre la violence familiale à la GRC. Le titulaire de ce poste s'assurera que les agents de la GRC reçoivent des renseignements et de la formation de façon constante afin de traiter les questions de violence familiale. Il peut également agir à titre d'agent de liaison entre la GRC et les travailleurs de première ligne et organismes de programmes sociaux. Nous nous attendons donc à des interventions plus efficaces en matière de violence familiale.

Soutenir nos collectivités

Non seulement le présent budget appuie nos résidents, mais il soutient aussi les collectivités où ils vivent. Nous savons que les individus s'épanouissent dans des collectivités viables, dynamiques et sûres.

Le budget 2012-2013 prévoit plus de 69 millions de dollars pour que les administrations locales puissent fournir un éventail de programmes comme les services municipaux, les services d'eau et d'égouts et des programmes de sports et de loisirs communautaires.

Nous continuerons à fournir un financement stable et prévisible, afin que les collectivités puissent gérer leurs infrastructures. Durant le présent exercice, le GTNO fournira encore une fois un montant de 28 millions de dollars à nos 33 collectivités, en plus d'un transfert de 15 millions de dollars conformément à l'Entente sur la taxe sur l'essence conclue avec le gouvernement fédéral, afin de soutenir les priorités en matière d'infrastructures communautaires.

Nous poursuivons aussi nos efforts pour améliorer l'accès aux programmes et services et leur prestation dans nos collectivités. En 2012-2013, nous ouvrirons cinq nouveaux guichets uniques de services à Sachs Harbour, à Tsiigehtchic, à Tulita, à Fort Liard et à Gamèti. Tirant parti des acquis des huit guichets qui existent déjà, ces guichets continueront à améliorer l'accès aux services gouvernementaux dans les petites collectivités isolées.

Nous sommes déterminés à augmenter la gouvernance et l'autonomie au niveau municipal. Pour contribuer à ce que cela se réalise, nous investissons 185 000 dollars dans des levés officiels, afin de faciliter le transfert des titres de propriété des terres domaniales à Déljine et dans les alentours, dans le cadre de la mise en œuvre de l'entente sur l'autonomie gouvernementale de Déljine. Pour faire progresser l'objectif d'un gouvernement efficace et efficient, nous consacrons 462 000 dollars à la poursuite du Programme régional d'administration des terres partout aux TNO.

Notre investissement dans les sources d'énergie locales et renouvelables qui réduisent la dépendance à l'égard de l'énergie peu écologique et coûteuse produite avec du carburant diesel constitue un autre pas pour édifier des collectivités viables. Un

investissement de 100 000 dollars aidera la Société d'énergie des TNO à associer des collectivités à des projets sur le potentiel hydroélectrique et d'autres sources d'énergie renouvelables, pour réduire le coût de l'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Pour augmenter l'efficacité énergétique, le budget prévoit 200 000 dollars pour le travail des conseillers régionaux en matière d'énergie qui se rendent dans les collectivités pour faire des vérifications de l'efficacité énergétique des maisons, dispenser de la formation et diriger des ateliers. Ces investissements appuient notre but de créer des collectivités viables et un environnement durable pour les générations actuelles et futures.

La ville d'Inuvik fait face à l'épuisement imminent de sa source de gaz naturel. Nous engageons donc des fonds de 100 000 dollars pour aider les résidents et les entreprises de cette ville à installer des poêles et des chaudières à granulés de bois. Un investissement supplémentaire de 100 000 dollars servira à étudier des solutions à moyen terme et à long terme au sujet de la pénurie de gaz naturel à Inuvik. Les leçons tirées de l'expérience d'Inuvik nous serviront à aider d'autres collectivités à faire face à l'incertitude de l'approvisionnement, comme c'est le cas de Norman Wells.

Monsieur le président, la sécurité des collectivités est une responsabilité que nous partageons tous. Nous avons tous un rôle à jouer. Bien que le développement économique soit un phénomène positif, nous savons que plusieurs collectivités subissent les conséquences résultant des revenus disponibles élevés de leurs résidents, qui se traduisent souvent par une augmentation du taux de consommation d'alcool et de drogues. Ce budget investit 276 000 dollars dans l'adoption de mesures visant à contrôler les répercussions du développement économique sur nos résidents et à mettre en œuvre une Stratégie sur la sécurité dans les collectivités. Pour y arriver, nous devons évaluer et partager les pratiques exemplaires, et cerner les forces et les ressources des collectivités qui permettent d'assurer leur sécurité. Nous devons donc travailler en collaboration avec la GRC afin d'élaborer des plans précis fondés sur les priorités des collectivités. Ensemble, nous édifierons des collectivités plus sûres où les gens pourront s'épanouir.

Soutenir notre économie

Alors que notre économie se rétablit, nous allons nous assurer que les résidents du Nord et leurs collectivités bénéficient le plus possible de cette croissance. Pour ce faire, nous augmenterons les débouchés économiques qui s'offrent à l'échelle des TNO.

Nous avons parlé du besoin d'obtenir des avantages durables de la croissance économique, afin de neutraliser les cycles d'expansion et de ralentissement économiques de notre économie fondée sur les ressources. La mise en œuvre de la Politique macroéconomique élaborée par la dernière Assemblée nous permettra de donner une place plus importante aux considérations économiques dans notre planification d'activités. La politique servira à évaluer les investissements effectués pour stimuler l'économie et à mesurer la portée de nos efforts.

Nous devons augmenter notre dialogue sur la diversification et la croissance économiques pour faire du besoin de passer à l'action un plan d'action véritable. En 2012-2013, nous investirons plus d'un million de dollars pour élaborer une Stratégie sur l'exploitation minière et une Stratégie sur le développement économique pour orienter

nos politiques sur l'économie, nos programmes et nos services. Nous nous réjouissons de pouvoir connaître le point de vue des résidents du Nord sur les stratégies que nous pouvons définir pour nous aider à atteindre notre but d'économie diversifiée au sein de laquelle chaque collectivité et région bénéficient de possibilités et de choix.

L'exploitation minière est la pierre angulaire de la croissance soutenue pour notre économie. Nous entendons parler de la montée de l'Ouest depuis longtemps. Aujourd'hui, le temps de la montée du Nord est venu. Une stratégie cohésive sur l'exploitation minière nous garantira un rôle de premier plan. La Stratégie sur l'exploitation minière des TNO, qui s'appliquera à l'échelle du territoire, célébrera les succès que nous avons remportés grâce aux mines. Mais elle permettra aussi de relever les défis. Rien ne vaut le moment présent pour s'attaquer aux défis présentés par la mine de diamants qui s'approche de la deuxième moitié de son cycle de vie et l'autre qui est à deux doigts de cette moitié. Nous devons aussi résoudre la question des dépenses d'exploration minière qui sont très inférieures aux sommets historiques, ainsi que les opinions défavorables au sujet de l'industrie sur le régime réglementaire des TNO.

L'élaboration d'un plan sur l'exploitation minière, à l'aide de données de tous les paliers de gouvernement, des citoyens et de l'industrie, nous aidera à pleinement réaliser notre potentiel minier de manière durable. Alors que nous approchons de la conclusion de l'entente sur le transfert des responsabilités et le partage des recettes de l'exploitation des ressources non renouvelables, cette stratégie guidera nos activités durant la transition et après le transfert des responsabilités.

En parallèle, nous continuerons de maximiser les avantages des mines que nous possédons déjà. Nous continuons à investir dans l'initiative sur la main-d'œuvre minière, qui vise à augmenter le nombre d'employés des mines qui vivent aux TNO. En augmentant notre population, nous augmenterons notre base de recettes et notre assise économique.

Une économie diversifiée doit reposer sur d'autres secteurs que les mines. Elle a besoin d'exploitants d'entreprises touristiques, d'industries de services et de création dynamique, et bien plus encore. En faisant appel à nos parties prenantes, nous produirons une nouvelle Stratégie sur l'exploitation minière pour nous aider à atteindre nos buts de diversification et à emprunter la voie d'une prospérité dont tous bénéficieront.

Lorsque le cadre proposé pour l'aménagement durable des terres sera complété, il orientera les décisions sur la planification et la gestion de l'utilisation des terres et appuiera les stratégies sur l'exploitation minière et le développement économique. Ces trois initiatives soutiendront notre vision visant le développement durable de notre territoire pour les années à venir.

Cette année, notre engagement à l'égard de l'économie traditionnelle est célébré grâce au dixième anniversaire du Programme de fourrures authentiques de la vallée du Mackenzie que nous avons revitalisé et qui est un modèle pour les autres programmes à l'échelle nationale. Ce programme fonctionne parce qu'il fournit un revenu direct aux trappeurs et parce qu'il initie les jeunes au piégeage. Avec les prix sans précédent atteints par les fourrures cette année, et près de 2 300 jeunes inscrits au programme Emmenez un enfant pratiquer le piégeage, notre économie traditionnelle devrait continuer à être florissante pour les années à venir.

Dans nos plans sur le développement et la diversification économiques, le tourisme demeure une priorité clé sur le plan économique. En 2012-2013, le GTNO investira 10,4 millions de dollars dans le tourisme. Le nouveau plan de marketing touristique de Tourisme TNO comporte des idées très intéressantes pour inciter de nouveaux visiteurs à connaître la beauté naturelle de notre territoire. De plus, cette année nous dépenserons 100 000 dollars pour accueillir la réunion nationale du Comité sur le commerce intérieur. Cela constitue une excellente occasion de présenter le potentiel économique et touristique des TNO au reste du Canada. Nous maintenons notre soutien continu à l'industrie de la pourvoirie en consacrant 300 000 dollars au Programme de soutien au marketing des pourvoyeurs de chasse sportive.

Les entreprises des TNO bénéficieront aussi de plus de 137 millions de dollars en dépenses en immobilisations prévues pour 2012-2013. Nos dépenses feront travailler des résidents du Nord et continueront de fournir une assise solide pour les activités de notre industrie de la construction. Si on ajoute cela à l'activité accrue prévue en 2012 pour la construction non résidentielle, notre industrie de la construction est sur le point de bénéficier d'une forte croissance cette année.

Reconnaissant les difficultés éprouvées par les petites entreprises, nous continuons à les soutenir dans l'édification de notre économie. En 2012-2013, nous leur consacrerons 3,9 millions de dollars dans le cadre du Programme d'appui aux entrepreneurs et au développement économique. Nous verserons aussi 200 000 dollars de remises pour continuer à aider les entreprises des TNO à mettre en œuvre des mesures de conservation d'énergie et d'efficacité énergetique, qui leur font réaliser des économies sur les factures de chauffage, de services d'eau et d'électricité.

Soutenir notre environnement

Monsieur le président, le développement économique durable ne peut se réaliser qu'en protégeant l'environnement. En 2012-2013, nous prévoyons consacrer près de 66 millions de dollars à la protection de notre environnement, en nous assurant que nos ressources sont judicieusement utilisées et que les individus comprennent leur rôle dans le maintien de la santé de l'environnement.

En plus du travail qui se poursuit pour mettre en œuvre les stratégies de protection de l'environnement entamées par les assemblées précédentes, nous investissons 905 000 dollars dans ce budget pour négocier des ententes sur les eaux transfrontalières. Ces ententes protégeront la quantité et la qualité des eaux qui pénètrent aux TNO en provenance des provinces et territoires avoisinants, particulièrement de l'Alberta. Elles constituent une promesse de protéger l'intégrité écologique du bassin du Mackenzie, tout en permettant aux gens de continuer à adopter un mode de vie traditionnel. Avec ce financement supplémentaire, notre investissement total dans le Plan d'action sur la gérance des eaux des TNO s'élèvera à 3,2 millions de dollars.

Nous nous engageons à diminuer les émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu'à atteindre le double objectif de réduire le coût de l'énergie pour les résidents et les entreprises. Ce budget investit 6,4 millions de dollars pour financer les projets et des initiatives énergétiques existants et nouveaux. Cela comprend 1,8 million de dollars pour

le financement de base d'Arctic Energy Alliance, 470 000 dollars pour les travaux de planification énergétique qui sont en cours, 654 000 dollars pour la modernisation des immobilisations et des fonds supplémentaires de 3,5 millions de dollars pour les nouvelles initiatives.

Les fonds de 3,5 millions de dollars destinés aux nouvelles initiatives énergétiques comprennent la somme de 1,55 million de dollars déjà mentionnée au sujet de nos programmes d'efficacité énergétique, de la modernisation des logements de la Société d'habitation des TNO et des sources d'énergie de remplacement pour les collectivités. Dans ce budget, nous consacrons aussi 150 000 dollars au renouvellement du plan énergétique des TNO, lequel établira nos priorités et nos approches en matière d'énergie au cours de la prochaine décennie.

Nous étudions des sources d'énergie de remplacement, comme le biocombustible, l'énergie géothermique, l'énergie éolienne, l'hydroélectricité et l'énergie solaire, qui aideront les collectivités à réduire leur dépendance à l'égard de l'énergie générée par le carburant diesel. La prochaine Stratégie sur l'énergie solaire, qui étudiera notre potentiel d'énergie géothermique, ainsi qu'un investissement de 800 000 dollars dans la Société d'énergie des TNO, permettent de continuer nos efforts pour remplacer les combustibles fossiles. De tels investissements ont recours aux attributs naturels de la terre pour soutenir notre objectif de créer un environnement durable pour les générations actuelles et futures.

Nous investirons aussi 100 000 dollars dans la mise en œuvre de la Stratégie sur le biocombustible. Avec la hausse des prix du carburant, les dispositifs générateurs de chauffage et d'électricité au moyen de bois et de granulés de bois peuvent contribuer à rendre nos collectivités plus viables. À long terme, la production locale de granulés de bois peut aussi contribuer à diversifier notre économie.

Nous continuons notre programme de réduction de la dépendance du gouvernement à l'égard de l'énergie non renouvelable en investissant 850 000 dollars de plus destinés à l'installation de systèmes de chaudières électriques ou alimentées au biocombustible pour l'école Deh Gah de Fort Providence et l'établissement de soins prolongés Northern Lights de Fort Smith. Cette dépense en immobilisations, qui sera proposée à titre d'affectation supplémentaire plus tard durant la session, remplacera 172 000 litres de carburant diesel de plus annuellement, nous faisant épargner 136 000 dollars par an. Ces deux projets permettront de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'environ 470 tonnes par année.

Nous reconnaissons aussi les défis qui découlent du changement climatique. Ce budget ajoute 142 000 dollars, fournis par le plan Chantiers Canada, aux projets de recherche et aux projets pilotes qui seront entrepris par le ministère des Transports pour réagir aux répercussions du changement climatique sur les infrastructures, ce qui porte le total du financement de cette année à 406 000 dollars. Cette recherche fournira au GTNO et aux autres parties intéressées des pratiques exemplaires pour atténuer les répercussions du changement climatique sur les infrastructures, comme la détérioration du pergélisol, et les adapter en conséquence.

Recettes

Monsieur le président, ce budget ne contient ni nouvelles taxes, ni nouveaux impôts. Nous n'imposons pas de hausses au coût de la vie croissant des résidents du Nord. Nous savons aussi qu'un système d'imposition stable et concurrentiel encourage la création d'emplois, de même que la croissance des affaires et de l'économie.

Toutefois, nous poursuivrons notre politique d'ajustement des taxes et des droits à l'inflation, dans la mesure du possible. Le fait d'adopter des ajustements constants et stables en fonction de l'inflation permet d'éviter des ajustements pénibles et élevés plus tard.

Nous nous attendons à ce que notre modeste rétablissement économique nous vaille davantage de recettes fiscales. Mais nous continuerons à surveiller nos recettes de près, particulièrement si la reprise économique est plus lente que prévu. Notre source de recettes la plus volatile, soit l'impôt sur le revenu des sociétés, expose nos budgets à des fluctuations.

Nous étudions la possibilité d'établir un fonds de stabilisation des recettes semblable à celui d'autres provinces, afin de gérer plus activement les hausses et les baisses importantes de recettes.

Regard sur l'avenir

Monsieur le président, ce budget et le plan financier sur lequel il est fondé ouvrent la voie pour réaliser les priorités de l'Assemblée. Mais il s'agit d'un marathon, et non pas d'un sprint. Aujourd'hui, nous faisons des investissements stratégiques dans les priorités en lien avec notre population, notre environnement et notre économie, tout en renflouant nos réserves de trésorerie. Demain, nous serons en mesure d'investir dans les projets d'infrastructure de grande envergure qui renforceront et diversifieront davantage notre économie.

Des projets comme le tronçon Inuvik-Tuktoyaktuk de la route de la vallée du Mackenzie, qui est réalisé en partenariat avec le gouvernement du Canada, en sont un exemple. Cette route de 135 kilomètres praticable en tout temps est actuellement l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement. Lorsqu'elle sera construite, elle soutiendra le développement économique viable et réduira le coût de la vie dans cette région. Il contribuera aussi au rêve de relier le Canada par des routes d'un océan à l'autre, en comptant l'océan Arctique.

On peut réduire le coût de la vie non seulement par l'accès routier, mais aussi par l'accès à de l'énergie à plus faible coût, générée par l'hydroélectricité ou d'autres initiatives d'énergie de remplacement. Les dernières années ont fait sentir le besoin de sortir des sentiers battus, car les ressources énergétiques dont dépendent nos collectivités sont épuisées. Nous continuerons à faire du développement des sources d'énergie de remplacement une priorité de ce gouvernement, pour faire en sorte que les résidents des TNO bénéficient des nouvelles technologies qui réduiront les coûts,

diversifieront notre économie et nos sources d'énergie et diminueront nos émissions de gaz à effet de serre.

Pour atteindre notre but de population en santé et à l'abri de la pauvreté, nous devons faire des investissements pour améliorer notre parc de logements et combler le déficit de nos établissements de santé.

Nous allons aussi continuer à étudier la possibilité d'un partenariat privé-public pour relier Fort Simpson et Inuvik à l'aide d'un câble à fibres optiques. Ce projet de 65 millions de dollars pourrait transformer la base économique des TNO en favorisant la croissance économique des industries du savoir, ce qui diversifierait le secteur privé et en améliorerait le caractère concurrentiel. Nous nous réjouissons aussi de son potentiel de révolutionner la prestation des services gouvernementaux, améliorant la connectivité des collectivités tout au long de la vallée.

Nous sommes sûrs que ces projets, ainsi que les autres nouveaux projets, se concrétiseront à moyen terme, alors que nous renflouerons nos réserves de trésorerie grâce aux excédents et aux restrictions budgétaires. Nous consulterons les résidents, les entreprises, les gouvernements et les administrations municipales des TNO pour connaître leur opinion sur les secteurs où il serait possible de réaliser des économies et à quels investissements le GTNO pourrait allouer les futures ressources financières.

Mais les infrastructures ne sont pas le seul précurseur d'un avenir assuré et viable. Pour veiller à ce que notre avenir reflète la vision des résidents du Nord, nous devons avoir le contrôle sur nos terres.

Nous sommes actuellement en négociation en vue de finaliser l'entente de principe sur le transfert des responsabilités signée en janvier 2011. Le transfert des responsabilités signifie que les décisions au sujet des terres publiques, des ressources et des eaux seront prises aux TNO, plutôt qu'à Ottawa. L'entente finale établira les exigences de financement pour la prestation des programmes transférés et fournira également un avantage fiscal net grâce à une entente sur le partage des recettes de l'exploitation des ressources.

Pour chaque jour passé sans entente finale conclue, les TNO perdent 165 000 dollars en recettes de l'exploitation des ressources, ce qui représente environ 60 millions de dollars par année. Cette entente permettra de remettre ces recettes au Nord, qui pourront ensuite être utilisées pour soutenir les Ténos en aidant les collectivités des TNO à répondre à leurs besoins en matière d'infrastructures et en bâtissant le Fonds du patrimoine que nous laisserons en héritage.

Le GTNO a offert de partager 25 pour cent de ses redevances obtenues grâce à l'exploitation des terres publiques avec les gouvernements autochtones. Il s'agirait d'une redevance que ces gouvernements pourraient ajouter à celles qu'ils reçoivent déjà de l'exploitation de terres octroyées par l'entente.

Ce budget prévoit 9,3 millions de dollars pour la négociation et la mise en œuvre de l'entente définitive sur le transfert des responsabilités, ce qui comprend des fonds pour engager les gouvernements autochtones et financer leur participation aux négociations sur l'entente définitive. Pendant le déroulement du processus, nous devons veiller à ce que tous les acteurs puissent dire leur mot et occuper leur place à la table des

négociations. Nous espérons pouvoir conclure l'entente d'ici la fin de 2012. Nous nous emploierons à en faire la mise en œuvre dans les 18 mois qui suivront.

Pour veiller à ce que les décisions sur nos terres et nos ressources soient prises en fonction des priorités de développement durable du Nord et que notre avenir reflète notre vision, le transfert des responsabilités est essentiel.

Conclusion

Avec ce budget, nous commençons à bâtir cet avenir en nous engageant fermement à respecter notre plan de viabilité budgétaire à long terme. Ce budget marque des progrès vers les priorités que nous avons établies il y a sept mois à peine. Ces priorités ne se réaliseront pas toutes en un seul budget, mais le budget que nous présentons est un franc départ.

Au cours des trois derniers mois, nous avons vu maints budgets déposés au Canada dans lesquels on demandait de restreindre ou d'amputer les dépenses, afin d'aider les gouvernements à se sortir de leurs années de déficit. Nos résidents peuvent être fiers d'un budget qui rétablit notre équilibre tout en protégeant les précieux programmes et services sur lesquels nous comptons.

Cet équilibre est essentiel pour restaurer la viabilité budgétaire, rembourser les emprunts à court terme et rétablir des réserves de trésorerie pour investir dans les besoins criants en infrastructures plus tard. En rétablissant ces réserves aujourd'hui, nous jouissons d'une situation financière solide pour faire des investissements dynamiques demain.

Monsieur le président, nous estimons que la meilleure façon de prédire l'avenir consiste à créer les conditions permettant de l'édifier. Nous constatons les défis que doit relever notre économie, mais nous observons aussi les occasions à sa portée. Notre gestion financière responsable nous permettra de relever ces défis et de saisir ces occasions pour planifier et bâtir l'avenir que nous souhaitons pour les TNO.

Discours du budget 2012 - 2013

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

DOCUMENTS BUDGÉTAIRES

A ♦ Examen économique

B ♦ Examen fiscal

Le 24 mai 2012

EXAMEN ÉCONOMIQUE

Perspective d'avenir

On s'attend à ce que l'économie des Territoires du Nord-Ouest (TNO) continue de se rétablir péniblement de la récession économique mondiale de 2008 et 2009. Il est prévu que le produit intérieur brut (PIB) de 2012 augmente de 6,5 pour cent par rapport à 2011. Néanmoins, en raison de la gravité de la récession pour l'économie des TNO qui repose sur l'exportation de ressources, le PIB de 2012 s'élèvera à 20 pour cent de moins que le sommet qu'il avait atteint en 2007 avant la récession. De plus, on ne prévoit pas que le taux d'emploi des résidents des TNO en revienne aux niveaux précédant la récession avant 2013.

L'économie des TNO dépend considérablement des échanges commerciaux internationaux; en 2010, les exportations internationales représentaient 47 pour cent du PIB des TNO, soit une baisse de 55 pour cent par rapport à 2007. Les échanges commerciaux internationaux demeureront fragiles en 2012 et seront exposés à des risques de détérioration. Au nombre de ces risques figurent le ralentissement économique en Europe, la volatilité des marchés financiers dans le monde et les augmentations de prix du pétrole. Comme on l'a constaté en 2008, lorsque la production diamantifère des TNO a subi une baisse spectaculaire attribuable à la crise économique, des événements éloignés peuvent avoir des retombées importantes sur l'économie des TNO.

L'économie mondiale continuera à se rééquilibrer, alors que les économies en émergence comme la Chine et l'Inde connaîtront des taux de croissance économique rapide et que les économies avancées auront une croissance modeste, comme celle des États-Unis, ou une croissance négative, comme celles de certains pays de la zone euro. Ce rééquilibrage ajoutera de l'incertitude aux marchés financiers, des produits de base et des devises.

De nombreux projets miniers des TNO en sont à des stades avancés d'obtention de permis. Ils comprennent le projet de mine de diamants Gahcho Kué, un projet conjoint de De Beers Canada et de Mountain Province Diamonds. La construction pourrait commencer en 2015 et la production en 2017. Parmi les autres projets de mines, mentionnons la mine d'or de la Tyhee Gold Corp, au nord de Yellowknife, le projet de mine d'Avalon Rare Metals Inc. au lac Thor et le projet minier de Fortune Minerals Ltd. au gisement de cobalt, d'or et de bismuth NICO, près de Whati. L'exploration minière se rétablit de la crise, mais à un rythme moindre que celui de la reprise dans les autres provinces et territoires.

On s'attend à ce que les dépenses du secteur public diminuent, alors que les programmes visant à atténuer la récession prennent fin et que les gouvernements s'attaquent à leur situation budgétaire.

Tableau 1-Perspective économique

Indicateur	2007	2008	2009	2010	2011e	2012f
Produit intérieur brut, en millions de \$ de 2002 chaînés	3,938	3,602	3,098	3,132	2,952	3,143
% de changement	11.1	-8.5	-14.0	1.1	-5.8	6.5
Total des investissements, en millions de \$ de 2002 chaînés	1,729	1,376	870	1,122	1,025	1,210
% de changement	3.3	-20.4	-36.8	29.0	-8.6	18.0
Dépenses personnelles, en millions de \$ de 2002 chaînés	1,207	1,237	1,225	1,242	1,250	1,280
% de changement	4.1	2.5	-1.0	1.4	0.6	2.5
chaînés	1,168	1,210	1,245	1,260	1,284	1,279
% de changement	1.9	3.6	2.9	1.2	1.9	-0.4
Exportations, en millions de \$ de 2002 chaînés	2,912	2,598	2,159	2,218	2,039	2,255
% de changement	16.5	-10.8	-16.9	2.7	-8.0	10.5
Importations, en millions de \$ de 2002 chaînés	3,080	2,868	2,405	2,799	2,692	2,886
% de changement	5.6	-6.9	-16.1	16.4	-3.8	7.2
Emplois, en nombre de personnes	23,400	22,700	21,300	21,500	22,700	23,200
% de changement	1.3	-3.0	-6.2	0.9	5.6	2.2
Rémunération hebdomadaire moyenne, en dollars	1,005	1,090	1,145	1,191	1,245	1,277
% de changement	3.2	8.5	5.0	4.1	4.5	2.5
IP – ensemble (Yellowknife, 2001 = 100)	110.8	115.2	115.9	117.9	121.6	123.8
% de changement	2.9	4.0	0.6	1.7	3.1	1.8

Sources : Statistique Canada et Bureau de la statistique des TNO

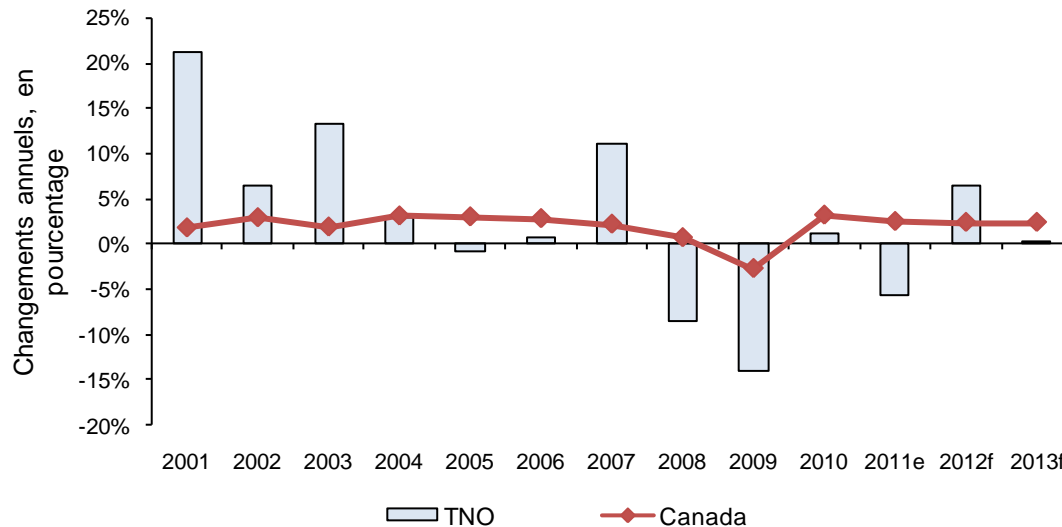
(e) estimation

(p) prévision

Résultats économiques de 2011

Pour l'économie des TNO, il a été difficile de se rétablir de la crise financière et économique mondiale de 2008. On estime que le PIB réel (valeur indexée de la totalité des biens et services produits) a baissé de 25 pour cent en 2011 par rapport à son niveau d'avant la récession (2007). Le PIB réel a baissé de 14 pour cent en 2009 et s'est stabilisé en 2010 avec une augmentation de 1,1 pour cent. En 2011, on prévoit une diminution du PIB réel de 5,8 pour cent par rapport à celui de 2010.

Changements annuels du produit intérieur brut réel, TNO et Canada



(p) : prévision

Source : Bureau de la statistique des TNO, Statistique Canada et Finances TNO

Le recul économique est principalement attribuable à une chute de 43 pour cent de la production de carats de l'industrie du diamant de 2007 à 2011. Cette réduction reflète de nombreux facteurs, dont le passage à l'exploitation souterraine et l'utilisation de minerais à teneur plus faible conformément aux plans d'exploitation minière et les interruptions d'exploitation estivales des mines de 2009. On prévoit qu'une quatrième mine de diamants, soit Gahcho Kué, commencera sa production en 2017. Les industries associées aux mines de diamants, comme le transport et le commerce de gros, ont subi d'importantes baisses de taux de croissance de 2007 à 2009, avant de se stabiliser en 2010. Les taux de croissance des industries de services se sont modérés après 2007, mais ont continué à afficher de modestes hausses.

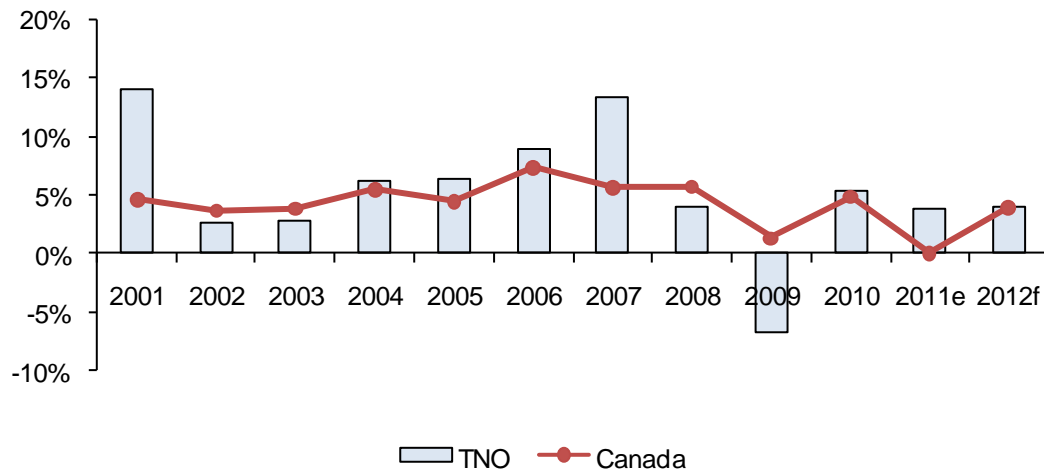
L'économie des TNO est intégrée aux économies nationale et mondiale. Le secteur des ressources non renouvelables est le secteur privé qui constitue le plus important élément de l'économie des TNO. Les prix de ses produits de base sont établis par les marchés mondiaux et les ressources des TNO sont expédiées vers des marchés extérieurs. On s'attend à ce que la croissance soit modeste aux États-Unis en 2012 et en 2013 et à ce qu'elle se contracte cette année en Europe avant de connaître une faible hausse l'année prochaine. Toutefois, les prévisions économiques pour l'Asie (dont la Chine et l'Inde) sont robustes, avec des hausses de 7,3 pour cent et de 7,9 pour cent en 2012 et en 2013, respectivement. On s'attend à ce que la Chine et l'Inde deviennent des clients plus importants pour les ressources non renouvelables des TNO.

La Banque du Canada prévoit que le PIB canadien augmentera de 2,2 pour cent en 2012, et en 2013. On s'attend à ce que les dépenses des ménages restent élevées relativement au PIB, alors que le fardeau de la dette des ménages s'alourdit, ce qui demeure le risque national le plus grave. On s'attend à ce que les investissements d'entreprises restent robustes. On s'attend à ce que la force du dollar canadien réduise la balance commerciale.

Revenu personnel

Le revenu personnel disponible est le revenu net d'impôt de toutes sources que gagnent les résidents des TNO. Il favorise les dépenses de consommation qui représentent, en moyenne, 30 pour cent du PIB du territoire. Après avoir connu une baisse de 6,7 pour cent de 2008 à 2009, le revenu personnel disponible gagné par les résidents a augmenté de 5,4 pour cent de 2009 à 2010. Le revenu du travail, qui représente une grande proportion du revenu personnel, s'est accru de 6,4 pour cent en 2011, ce qui suggère que le revenu personnel connaîtra aussi une hausse en 2011. À l'échelle nationale, où les dépenses de consommation représentent plus de 55 pour cent du PIB, le revenu personnel a augmenté de 4,9 pour cent par rapport à 2009.

Taux de changements annuels du revenu personnel disponible, TNO et Canada



(e) estimation

(p) projection

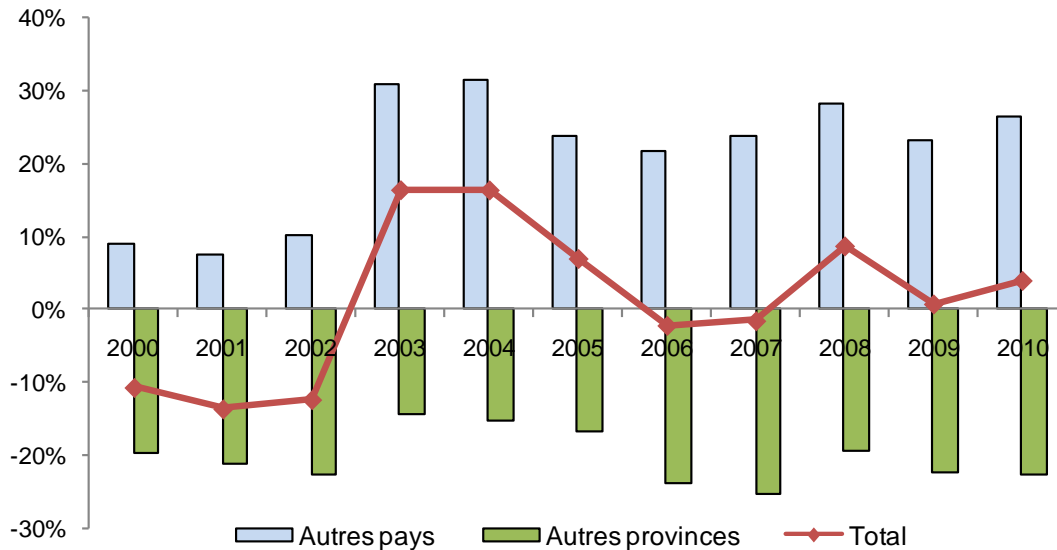
Source : Statistique Canada et et Finances TNO

Échanges commerciaux

L'économie des TNO dépend des échanges commerciaux avec d'autres pays et avec le reste du Canada. Les TNO exportent des ressources naturelles vers le marché international et importent des biens et des services principalement en provenance du Sud du Canada, afin de soutenir l'industrie et la consommation personnelle. L'excédent commercial avec d'autres pays a augmenté de façon marquée durant la première partie de la dernière décennie, atteignant 31,4 pour cent du PIB en 2004. Depuis, l'excédent commercial avec les autres pays a compensé le déficit commercial avec le reste du Canada. Au cours des cinq dernières années, le total des échanges commerciaux avec les autres pays et le reste du Canada a connu un niveau proche de l'équilibre. En 2010, les échanges commerciaux des TNO avec les autres pays affichaient un excédent de

26,4 pour cent du PIB. Les échanges commerciaux avec le reste du Canada connaissent un déficit de 22,6 pour cent du PIB. En 2010, la balance commerciale nette des TNO s'élevait à 3,9 pour cent, ce qui représente une hausse de 0,7 pour cent du PIB de 2009.

Balance commerciale des TNO, en pourcentage du PIB



Source : Statistique Canada et Finances TNO

Taux de change

La valeur du dollar canadien sur les marchés internationaux des devises a un effet direct sur la santé de l'économie des TNO. Un dollar canadien dont la force augmente signifie que les entreprises des TNO qui exportent leur production sont payées moins cher après la conversion des devises. Cette situation est compensée dans la mesure où les biens d'équipement et autres biens d'investissement sont importés au Canada en provenance de pays étrangers. Une baisse du dollar canadien a des effets contraires : les entreprises sont payées plus cher pour leurs produits après la conversion des devises, alors que les importations en provenance de pays étrangers sont plus dispendieuses.

En 2011, le dollar canadien valait en moyenne 1,01 dollar américain, soit une hausse de 4,2 pour cent comparativement à 0,97 dollar américain en 2010.

Taux de change É.-U.-Canada (\$ US/ \$ CA)

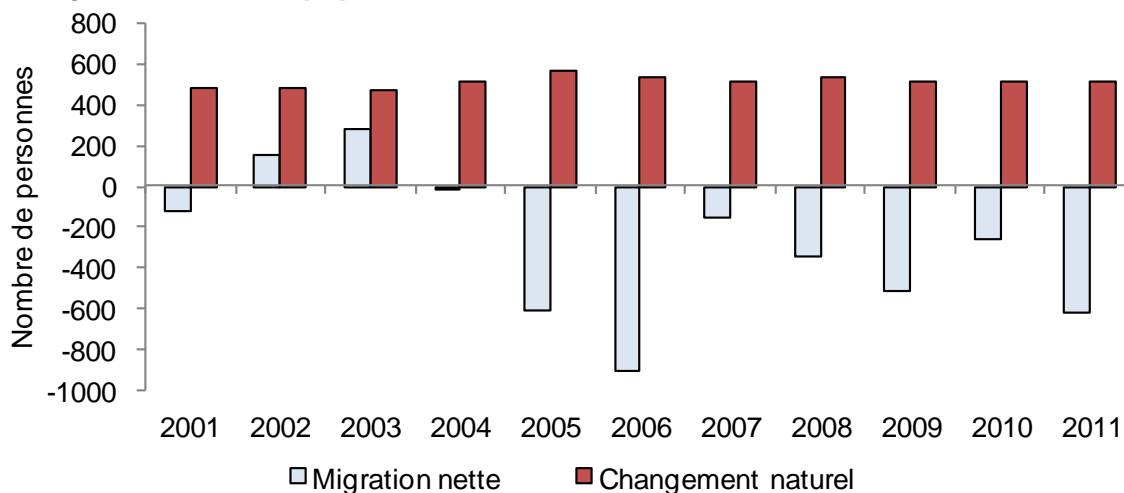


Source : Banque du Canada

Population

Au 1^{er} juillet 2011, on estimait que la population des TNO atteignait 43 675 personnes, soit une baisse de 155 personnes ou 0,4 pour cent depuis le 1^{er} juillet 2010. Trois facteurs expliquent ce changement de population : le changement naturel, la migration interprovinciale et la migration internationale. Du 1^{er} juillet 2010 au 1^{er} juillet 2011, le changement naturel de population a consisté en 730 naissances et 218 décès, produisant une augmentation nette de 512 personnes. Pour ce qui est de la migration interprovinciale, 2 325 personnes ont emménagé du reste du Canada vers les TNO, alors que 2 988 personnes sont parties, ce qui représente une perte nette de 663 personnes. Sur le plan international, il y a eu une migration de sortie nette s'élevant à 4 personnes.

Changements dans la population totale des TNO



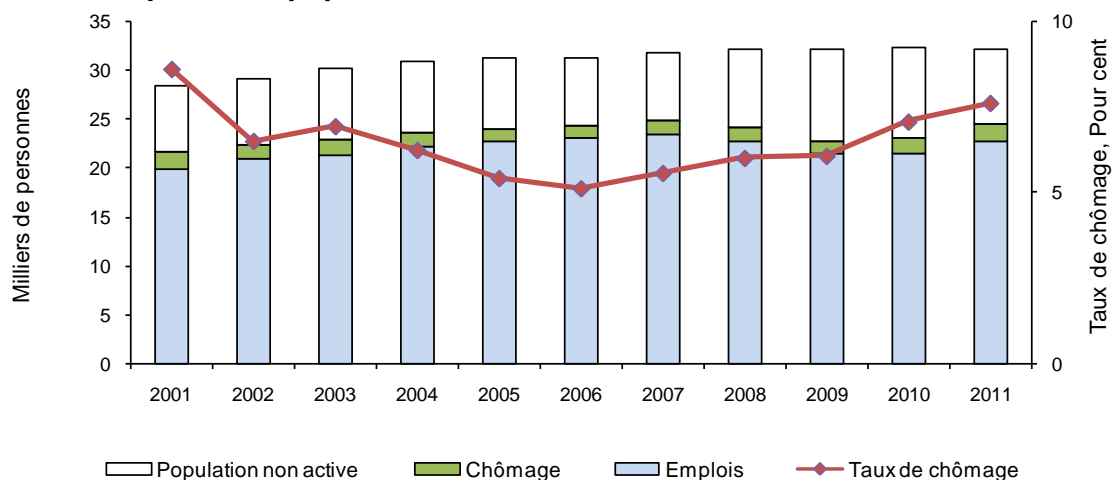
Source : Bureau de la statistique des TNO

Population active

En 2011, environ 22 700 personnes occupaient un emploi aux TNO, ce qui est une hausse de 1 200 personnes par rapport à 2010; toutefois, ce total demeure inférieur de 700 personnes au maximum d'avant la récession en 2007. On prévoit que 23 500 personnes occupaient un emploi en 2013, ce qui dépassera le niveau de 2007. Le taux moyen de participation de la population active correspond à la tranche de la population qui est âgée de 15 ans et plus qui occupe un emploi ou qui recherche un emploi de manière active. En 2011, le taux de participation moyen était de 76,3 pour cent, soit une hausse par rapport au taux de 71,7 pour cent en 2010, mais une baisse par rapport à celui de 78,4 pour cent atteint en 2007.

La hausse du taux de participation entre 2010 et 2011 a entraîné une hausse correspondante du taux moyen de chômage, qui est passé de 7,1 pour cent en 2010 à 7,6 pour cent en 2011, en raison du nombre supplémentaire de personnes faisant leur entrée sur le marché du travail. En 2007, le taux moyen de chômage était de 5,6 pour cent.

Caractéristiques de la population active des TNO



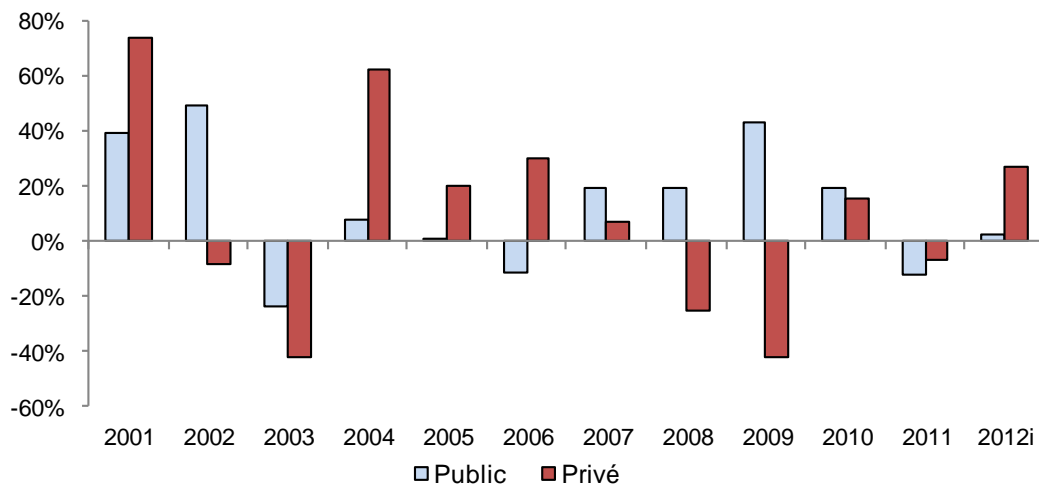
Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Dépenses en immobilisations

Le total des intentions de dépenses en immobilisations de 2012 dépasse le total estimé pour 2011 de 21 pour cent. On prévoit que les dépenses en immobilisations du secteur privé augmenteront, passant de 849 millions de dollars en 2011 à 1 080 millions de dollars en 2012, soit une hausse de 27,3 pour cent. La hausse des dépenses en immobilisations du secteur privé est principalement attribuable aux industries minières et au secteur de l'exploitation pétrolière et gazière. On prévoit que les dépenses de ces secteurs augmenteront, passant de 587 millions de dollars en 2011 à 789 millions de dollars en 2012, soit une hausse de 34,4 pour cent. Les dépenses en immobilisations du secteur public, qui avaient été accélérées durant la récession à titre d'élément du programme de stimulation de l'économie du GTNO, se stabiliseront à 299 millions de dollars en 2012. Cela représente une hausse de 1,9 pour cent par rapport au total de

293 millions de dollars en 2011, mais une baisse par rapport au sommet de 2010, où ces dépenses avaient atteint 333 millions de dollars.

Pourcentage des changements annuels dans les dépenses en immobilisations, secteurs public et privé



(i) intentions

Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Résultats économiques par secteur

Taux de croissance réels de certaines industries des TNO

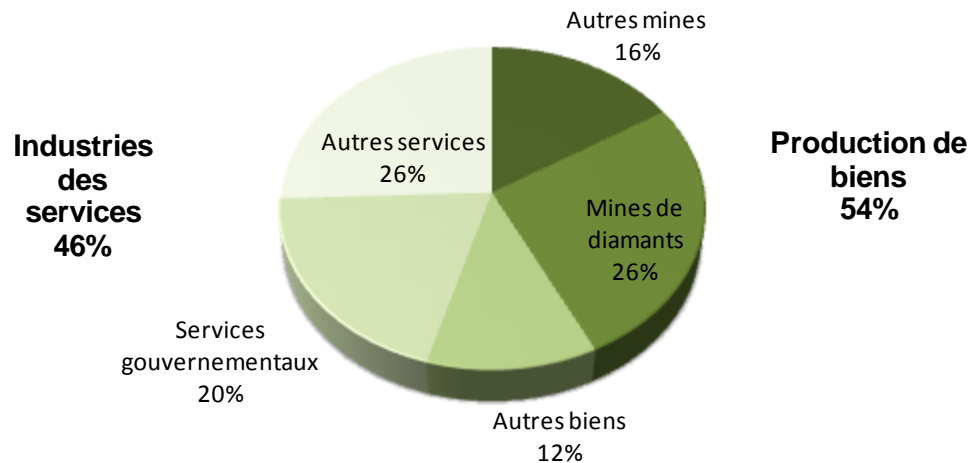


Source : Statistique Canada et Finances TNO

L'économie des TNO comprend à part pratiquement égale des industries qui produisent des biens et l'industrie des services. Les premières exigent plus de dépenses en

immobilisations par unité d'extrant et sont très sensibles aux fluctuations du marché mondial des finances et du crédit. Les secondes exigent plus de main-d'œuvre et représentaient plus de 80 pour cent du total des emplois des TNO en 2011.

Structure de l'économie des TNO en 2008



Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada. Les données les plus récentes disponibles sont de l'année 2008.

Industries de production de biens

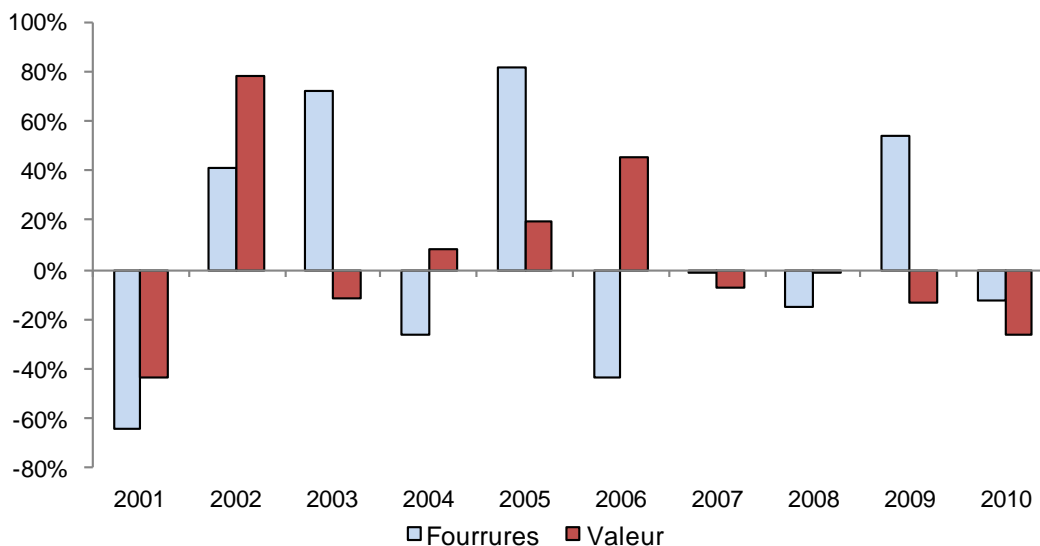
En 2008, le secteur de la production des biens représentait 54 pour cent du PIB des TNO, alors qu'il ne constituait environ que 33 pour cent de l'économie canadienne. Les industries d'extraction de ressources dominent le secteur de la production de biens aux TNO. L'extraction diamantifère représentait 26 pour cent du PIB de 2008. Les autres exploitations minières, de même que l'extraction pétrolière et gazière, représentaient 16 pour cent. Le reste du PIB provenait des secteurs des ressources renouvelables, de la construction, des services publics et des biens manufacturés.

Récolte de fourrures

Le piégeage demeure une importante source de revenus pour bien des Ténois, particulièrement dans les petites collectivités. Durant l'exercice prenant fin au 30 juin 2010, la valeur des ventes de fourrures s'élevait à 831 000 dollars, soit une baisse de 26 pour cent comparativement à l'exercice précédent.

Toutefois, les résultats préliminaires des ventes aux enchères des fourrures réalisées au début de 2012 ont affiché des prix très élevés. Le prix moyen de la martre a augmenté à 110,90 dollars, soit une hausse de 47 pour cent, alors que le prix moyen du rat musqué a augmenté à 7,87 dollars la fourrure, soit une hausse de 84 pour cent. La martre et le rat musqué représentent plus des trois quarts de la valeur des ventes de fourrures des TNO.

Pourcentage des changements annuels du nombre et de la valeur des fourrures des TNO



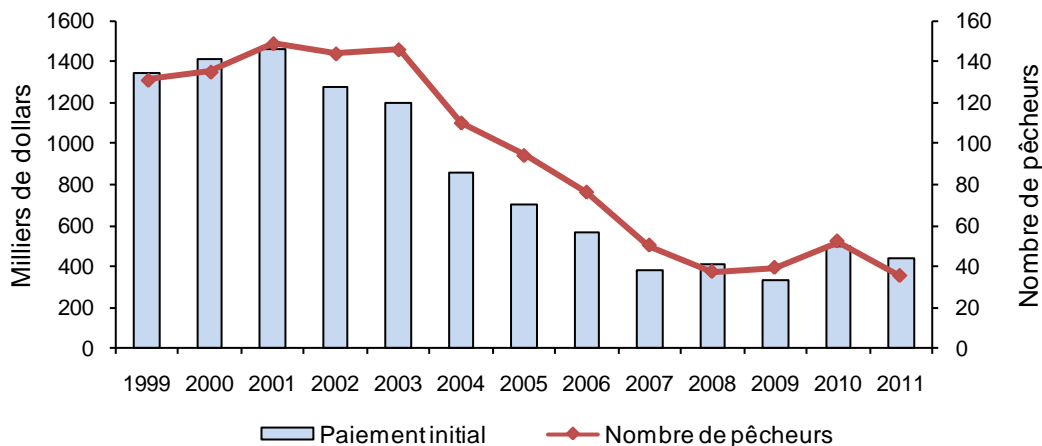
Source : Bureau de la statistique des TNO

Pêche commerciale

La pêche commerciale aux TNO est un élément modeste mais prisé de l'économie territoriale. Le poisson qui est exporté des TNO est mis en marché par l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce, une société de la Couronne fédérale dont le mandat est de faire la promotion du poisson pêché dans le Nord-Ouest de l'Ontario, les trois provinces des Prairies et les Territoires du Nord-Ouest.

Les paiements initiaux aux pêcheurs des TNO – au point de livraison et net de fret – ont baissé de 12 pour cent, passant de 496 000 dollars en 2010 à 435 000 dollars en 2011, alors que le poids a diminué de 6 pour cent, passant de 385 000 kilogrammes en 2010 à 360 000 kilogrammes en 2011.

Exportation de la pêche commerciale des TNO, valeur des ventes et nombre de pêcheurs



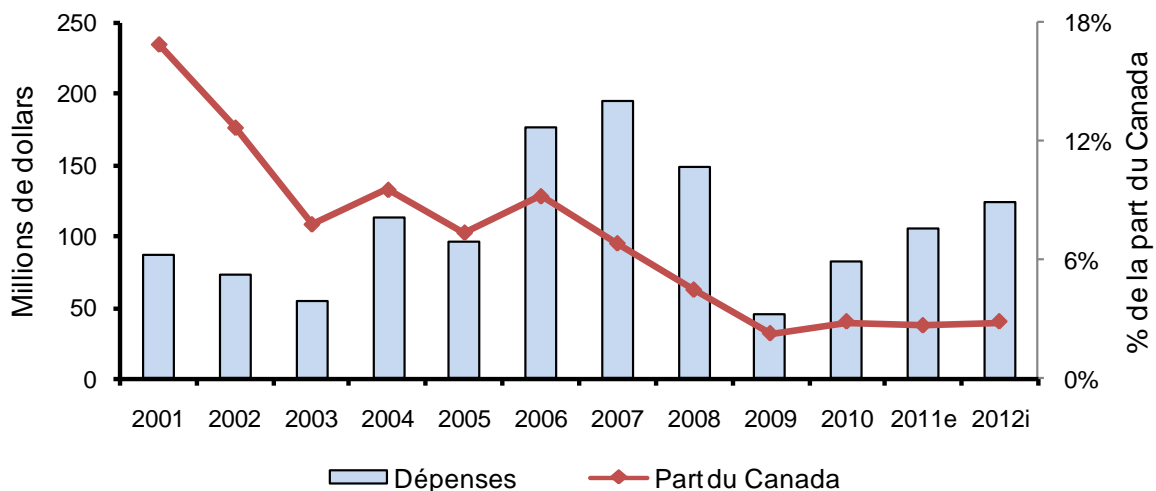
Source : Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Exploration et mise en valeur des gisements

Les dépenses d'exploration comprennent une gamme d'activités en lien avec l'exploration minérale, dont le travail sur le terrain, les frais généraux, l'ingénierie, les études économiques, les études de faisabilité préalables à la construction ainsi que les coûts reliés aux questions environnementales et au droit de passage. On estime que ces dépenses ont atteint 105,4 millions de dollars en 2011, soit une hausse de 29 pour cent par rapport à 2010. Les dépenses d'exploration et de mise en valeur des gisements ont grimpé de près de 42 pour cent à l'échelle nationale. À titre de part du total des dépenses canadiennes d'exploration, les dépenses d'exploration des TNO ont baissé, passant de 2,9 pour cent en 2010 à 2,7 pour cent en 2011.

Selon les intentions de 2012, les dépenses d'exploration minière et de mise en valeur des gisements des TNO reviendront presque à leurs niveaux de 2008. Toutefois, il y a un changement dans la composition de leurs ressources. En 2012, l'exploration diamantifère représentera seulement le tiers des intentions de dépenses, comparativement à deux tiers en 2008. Les dépenses d'exploration et de mise en valeur des autres minéraux, notamment les terres rares lourdes, augmenteront, passant de 6 pour cent en 2008 à 40 pour cent du total de ces dépenses aux TNO, devançant ainsi l'exploration diamantifère pour la première fois.

Dépenses d'exploration minière aux TNO



(e) estimation
 (i) intentions
 Source : Ressources naturelles Canada

Métaux précieux et terres rares lourdes

L'or et l'argent font partie des métaux précieux. Les terres rares lourdes forment un groupe de 17 éléments utilisés dans les secteurs des ressources renouvelables et de la haute technologie. Après de nombreuses décennies d'extraction d'or aux TNO, la dernière mine aurifère a été fermée en 2004. Cependant, les hausses récentes des prix ont entraîné un regain des activités d'exploration. La demande mondiale pour les terres rares lourdes a entraîné une hausse considérable de nouvelles activités d'exploration

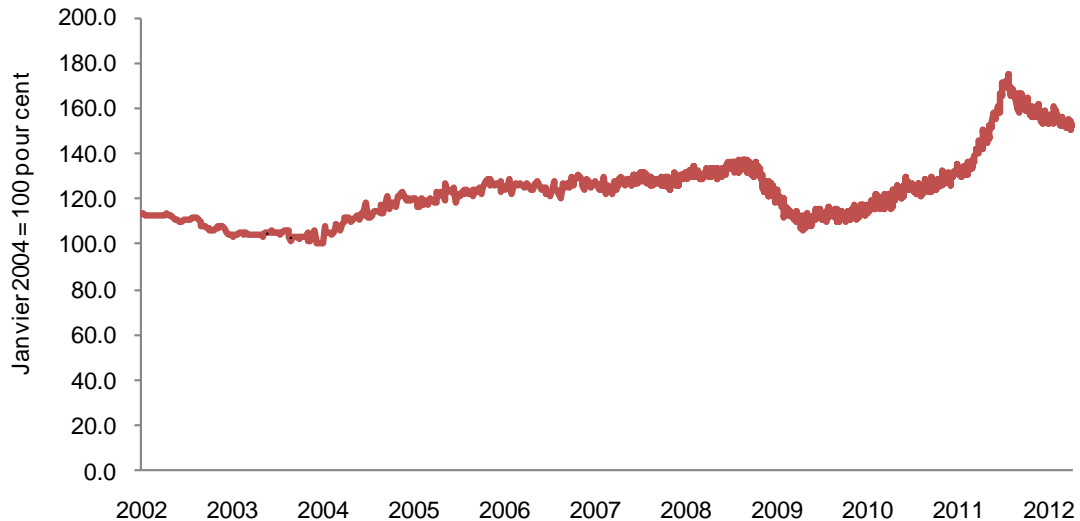
aux TNO, dont le gisement de terres rares lourdes Nechalacho d'Avalon Rare Metals Inc. au lac Thor.

Mines de diamants

Le principal moteur de l'économie des TNO est l'industrie du diamant, qui repose sur trois mines en activité (la mine Ekati, ouverte en 1998, la mine Diavik, ouverte en 2003, et la mine du lac Snap, ouverte en 2008). Les propriétaires d'une quatrième mine à l'état de projet, Gahcho Kué, prévoient commencer la production en 2017.

L'industrie diamantifère mondiale s'est rétablie de la récession de 2008, mais beaucoup de producteurs importants ont annoncé avoir fait des examens stratégiques à leurs exploitations d'extraction de diamants, notamment BHP Billiton, qui détient 80 pour cent de la mine de diamants Ekati, et Rio Tinto, qui est propriétaire de 60 pour cent de la mine Diavik. La société Anglo American prévoit conclure son acquisition de De Beers, ce qui comprend la mine du lac Snap, vers la fin de l'année 2012.

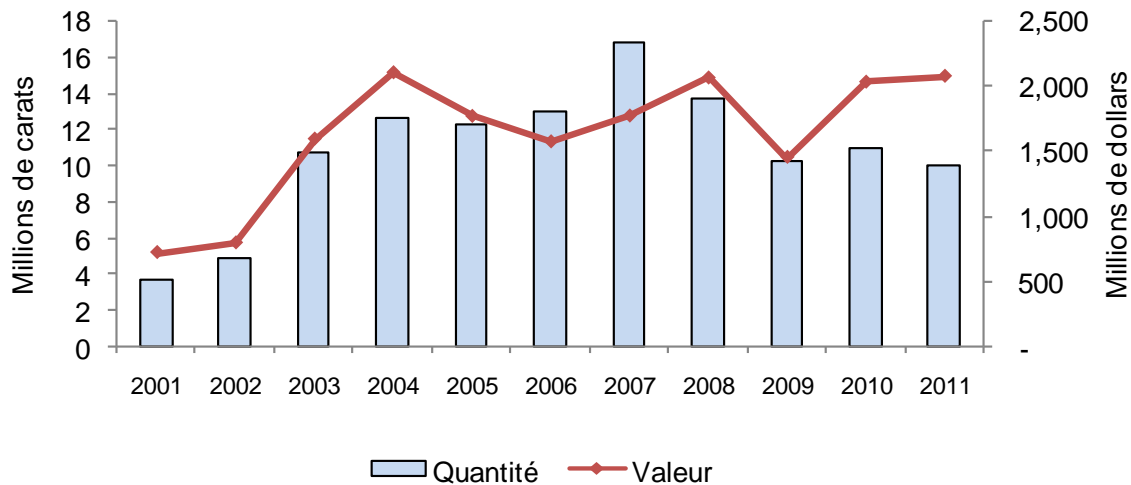
Index du prix des diamants taillés, vue d'ensemble



Source : PolishedPrices.com

En 2011, la production de carats des mines de diamants des TNO a baissé de 9 pour cent en comparaison avec 2010. Durant la même période, le volume de minerai traité a diminué de 2 pour cent et la qualité moyenne du minerai traité en nombre de carats à la tonne a baissé de 6 pour cent, ce qui est conforme aux cycles de vie projetés d'une mine.

Livraisons de diamants des TNO, masse et valeur

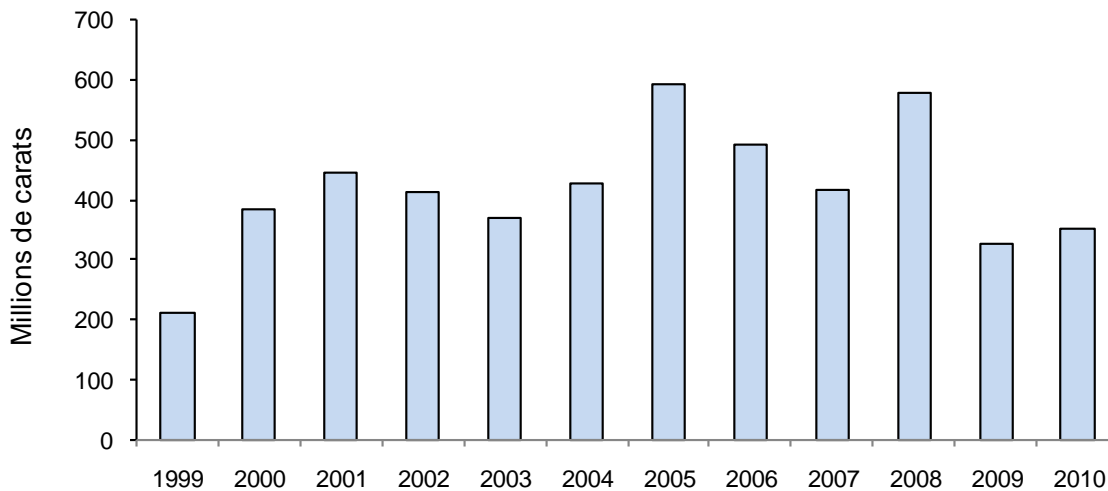


(e) estimation
 Source : Bureau de la statistique des TNO et Finances TNO

Pétrole et gaz

En raison de l'épuisement des réserves actives, la production de pétrole et de gaz diminue aux TNO. Une croissance de production exige de nouvelles découvertes et de nouveaux développements sur le terrain, pour remplacer les puits qui s'épuisent. Les dépenses des activités pétrolières et gazières des TNO ont augmenté de 7 pour cent, passant de 328 millions de dollars en 2009 à 351 millions de dollars en 2010.

Dépenses nettes de l'industrie pétrolière, TNO et îles de l'Arctique

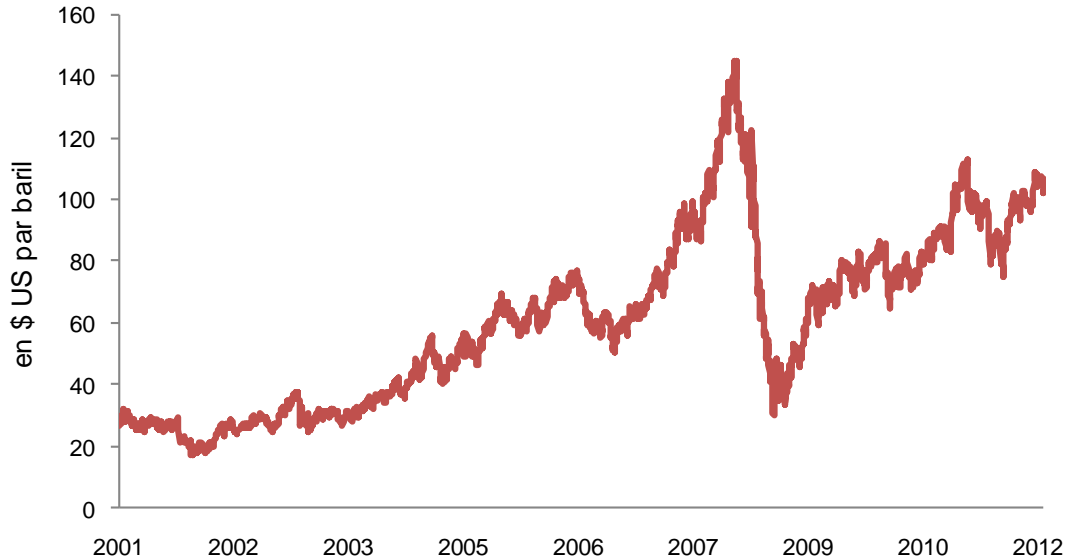


Source : Association canadienne des producteurs pétroliers

Le 3 juillet 2008, le prix du pétrole brut a atteint le niveau record de 145 dollars américains le baril, avant de chuter à 40 dollars américains le baril au début de 2009. Les prix se sont rétablis depuis. Les prix moyens du pétrole ont augmenté de 20 pour cent de 2010 à 2011, atteignant une moyenne de 94,86 dollars américains le baril en

2011. Les prix ont atteint un sommet annuel de 113,39 dollars américains le baril le 29 avril 2011.

Prix du pétrole en \$ US par baril



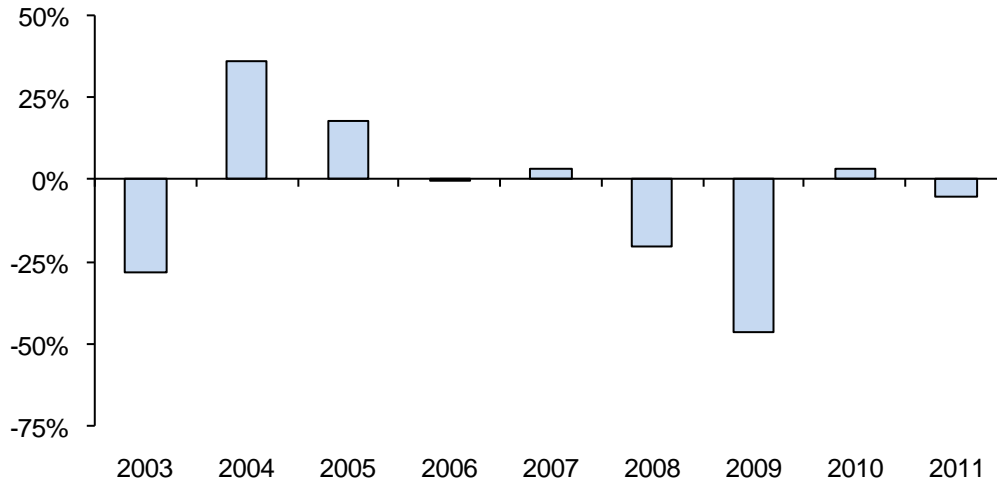
Prix au comptant du West Texas Intermediate (WTI) à Cushing, en Oklahoma
Source : Energy Information Administration des É.-U.

Construction

L'industrie de la construction comprend la construction résidentielle, la construction non résidentielle et les services d'ingénierie. Le secteur de la construction représentait 10,4 pour cent du PIB des TNO en 2008, ce qui correspond à la dernière année pour laquelle des données complètes sont disponibles. Près de la moitié de la valeur du secteur a été attribuée à une catégorie « autres travaux de génie » et un cinquième à la catégorie « travaux de génie pétrolier et gazier ». Les catégories de la construction résidentielle et de la construction non résidentielle combinées représentaient moins de 12 pour cent de la valeur totale de l'activité de construction.

L'activité de construction a baissé de 5,3 pour cent de 2010 à 2011, et elle demeure 59,3 pour cent inférieure au niveau de 2007. De 2010 à 2011, la construction résidentielle a diminué de 5,9 pour cent, la construction non résidentielle de 37,4 pour cent et les travaux de génie pétrolier et gazier ont chuté de 50 pour cent.

Changements annuels dans la contribution de l'activité de construction aux TNO à leur PIB, en dollars chaînés (2002)

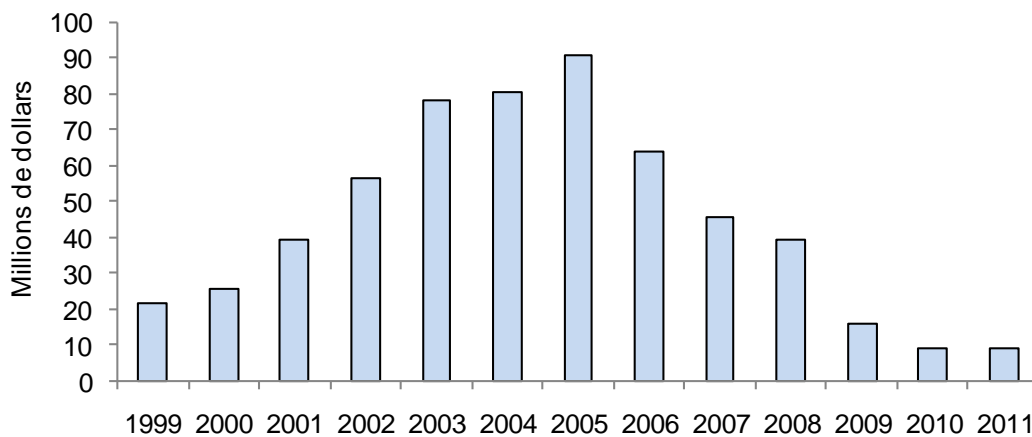


Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Secteur manufacturier

Le secteur manufacturier des TNO comprend diverses entreprises comme des sociétés de transformation alimentaire, des producteurs de ciment et de béton et des artisans joailliers. De 2010 à 2011, la valeur des ventes manufacturières a augmenté de 1,7 pour cent. Cela constitue la première hausse depuis 2005.

Valeur des livraisons manufacturières des TNO, ensemble des industries



Source : Bureau de la statistique des TNO

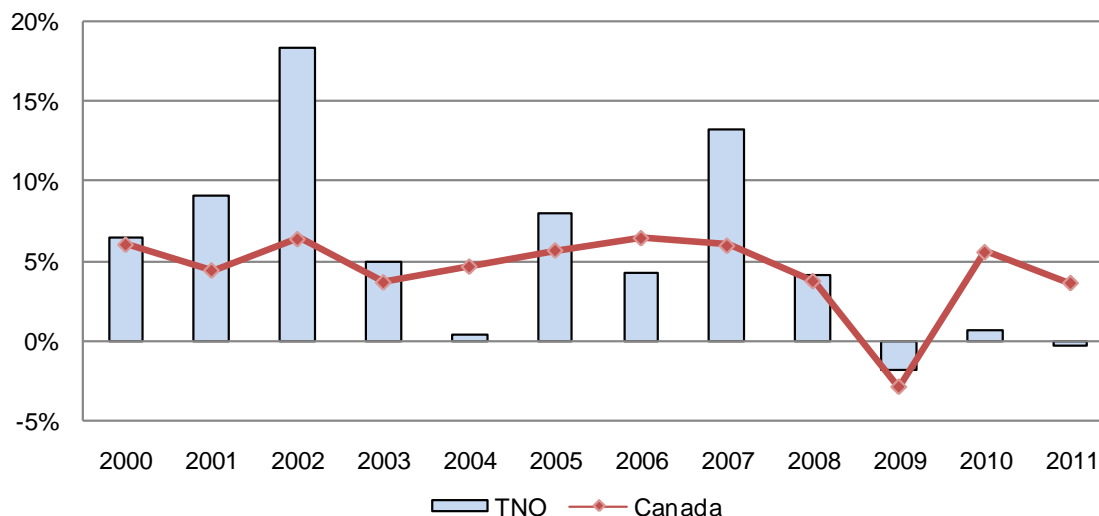
Industries de services

Les industries de services représentaient 45,7 pour cent du PIB des TNO en 2008, comparativement à la proportion nationale de deux tiers. Le secteur des services comprend des industries comme des commerçants en gros, des banques, des détaillants et des hôtels, ainsi que le secteur public (écoles, hôpitaux, services de police et d'incendie, gouvernements fédéral et territorial, administrations locales et gouvernements autochtones).

Commerce au détail

Les ventes au détail ont baissé de 0,3 pour cent de 2010 à 2011; elles sont inférieures de 1,4 pour cent à leur sommet d'avant la récession en 2008. Les ventes au détail nationales ont augmenté de 3,6 pour cent de 2010 à 2011 et ont regagné tout le terrain perdu depuis la récession, affichant une hausse de 6,1 pour cent de 2008 à 2011.

Pourcentage des changements annuels de la valeur du commerce au détail, TNO et Canada



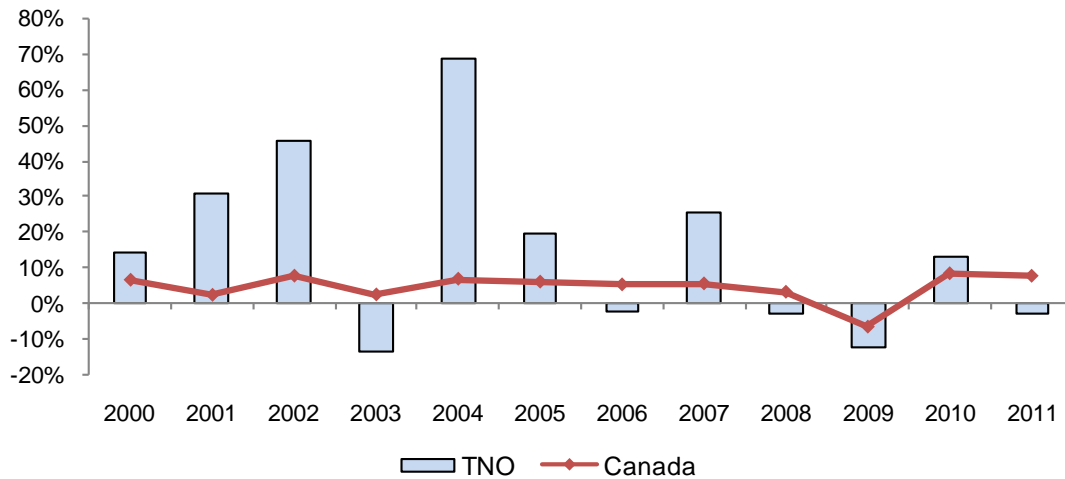
Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Commerce de gros

Les commerçants en gros s'occupent de la distribution de marchandises aux détaillants et à des clients commerciaux et institutionnels, y compris l'approvisionnement en équipement et en biens d'équipement. Ce secteur est fortement régi par les dépenses en immobilisations et l'activité commerciale.

Le commerce de gros des TNO a diminué de 2,8 pour cent de 2010 à 2011. En 2011, le commerce de gros était inférieur de 9,6 pour cent par rapport à son niveau d'avant la récession en 2007. En comparaison, le commerce de gros du Canada a regagné tout le terrain perdu depuis la récession, avec des hausses de 11,3 pour cent de 2007 à 2011, et de 7,4 pour cent de 2009 à 2011.

Pourcentage des changements annuels de la valeur du commerce de gros, TNO et Canada

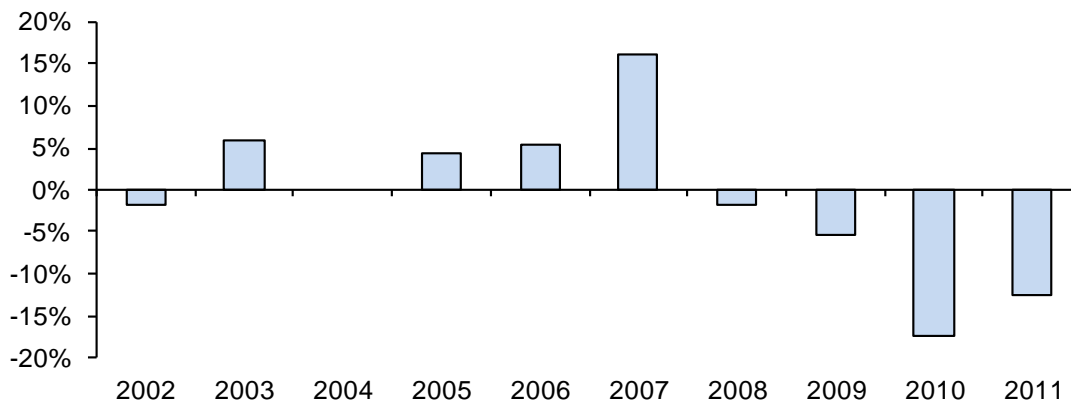


Source : Statistique Canada

Tourisme

Le tourisme occupe une place importante dans l'économie des TNO, avec un vaste potentiel peu exploité. Le total des dépenses effectuées par les visiteurs a atteint un sommet de 140 millions de dollars en 2007 avant de diminuer lors des quatre années suivantes. De 2007 à 2011, la baisse totale se chiffre à 33 pour cent.

Pourcentage des changements annuels des dépenses totales de tous les voyageurs aux TNO



Exercice se terminant au 31 mars

Source : Industrie, Tourisme et Investissement TNO

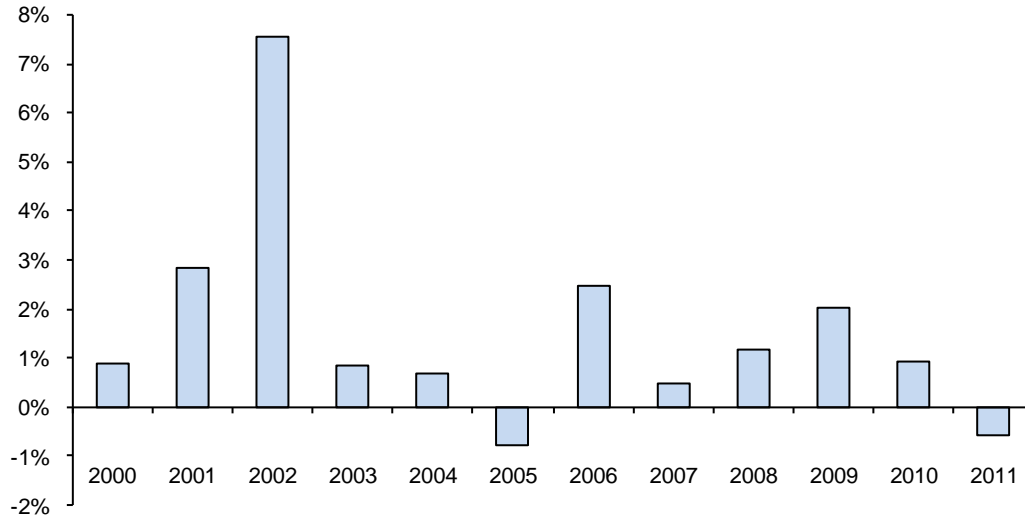
Administration publique

Les services d'administration publique comprennent tous les paliers de gouvernement présents aux TNO (fédéral, territorial, locaux et autochtones). Ils comprennent les tribunaux, les services policiers et correctionnels, la protection contre les incendies, la

défense et l'administration des programmes publics, à l'exclusion des secteurs des services de santé, des services sociaux et de l'éducation.

De 2010 à 2011, les dépenses d'administration publique ont diminué de 0,6 pour cent, reflétant la fin des mesures fiscales prises par le gouvernement territorial en réaction à la récession et signifiant le retour à des investissements plus faibles dans les immobilisations.

Pourcentage des changements annuels des dépenses du secteur public, en dollars chaînés (2002)



Source : Statistique Canada

Indicateurs de rendement macroéconomique

Le Cadre de politique macroéconomique des Territoires du Nord-Ouest qui vise à guider ses décisions en matière d'investissements et de politiques comprend des indicateurs de rendement pour suivre la santé de l'économie au fil du temps. Ces indicateurs sont conçus pour être complets et vont au-delà des mesures habituelles du rendement ou de la croissance économique, afin d'inclure les mesures plus générales de mieux-être économique comme les améliorations à la qualité de vie, à la capacité des collectivités et à la protection de l'environnement.

Les indicateurs de rendement sont mesurés par rapport à la valeur de référence, qui est la valeur moyenne de l'indicateur de 2005 à 2007.

Après l'élaboration de ce Cadre, l'économie mondiale a subi les chocs financiers et économiques les plus violents à survenir depuis la Crise de 1929. En raison de ses liens essentiels avec le système mondial d'échanges commerciaux, l'économie des TNO a été particulièrement vulnérable au ralentissement de l'économie mondiale. Les indicateurs de rendement ont mesuré une reprise de l'économie des TNO lente et déséquilibrée.

Indicateur 1 – Taille et croissance de l'économie dans son ensemble

Le PIB est la mesure la plus complète de l'économie. Toutefois, le PIB ne mesure pas l'économie non monétaire et ne peut mesurer le mieux-être social.

En 2010, le PIB des TNO était à 14,6 pour cent en dessous de sa valeur de référence.

Indicateur 2 – Productivité

La productivité est une mesure de rendement importante; elle est liée à une rentabilité accrue, à des coûts plus faibles et à un caractère concurrentiel soutenu. L'augmentation de la productivité peut favoriser la croissance économique. La productivité peut être augmentée au moyen de la formation de la main-d'œuvre, de changements technologiques et de modifications à la proportion de main-d'œuvre et de capital. Des niveaux de productivité plus élevés peuvent entraîner des traitements et salaires plus élevés, ainsi que des bénéfices plus élevés.

En 2010, la productivité était à 11,8 pour cent en dessous de sa valeur de référence.

Indicateur 3 – Nouveaux investissements

Les nouveaux investissements sont un indicateur de premier plan de la croissance économique. Cet indicateur mesure la position de l'économie à laquelle on peut s'attendre. Les nouveaux investissements effectués par le secteur privé servent en grande partie à couvrir des dépenses relatives aux édifices, à l'équipement et à la machinerie, en prévision d'un rendement positif sur le capital investi. Les investissements du secteur public sont pour la plupart affectés à la santé, à l'éducation et aux infrastructures. Par ces investissements, on cherche à obtenir des résultats sur le plan social.

En 2010, les nouveaux investissements étaient à 30,4 pour cent en dessous de leur valeur de référence.

Indicateur 4 – Revenu

La croissance du revenu prouve que les citoyens bénéficient de la croissance économique. Elle joue un rôle important dans la réalisation de la vision d'une population ténosé autonome. Pour mesurer cet indicateur, deux mesures distinctes bien que similaires ont été déterminées :

Indicateur 4a – Revenu d'emploi

Le revenu d'emploi mesure la somme de la totalité des revenus d'emploi des résidents des TNO et est directement lié aux emplois.

En 2010, la rémunération totale pour l'ensemble des emplois a augmenté de 14,2 pour cent au dessus de sa valeur de référence.

Indicateur 4b – Revenu moyen des ménages

Le revenu moyen des ménages renseigne sur la qualité et la distribution des emplois chez les gens du Nord. En 2009, le revenu moyen des ménages était de 5,5 pour cent au dessus de sa valeur de référence.

Indicateur 5 – Taux d'emploi Le taux d'emploi mesure à quel point les résidents des TNO participent directement à la croissance économique et en bénéficient. L'indicateur mesure la proportion de personnes âgées de 15 ans et plus qui occupent un emploi.

En 2011, le taux d'emploi, à 70,5 pour cent, était sous sa valeur de référence de 73,5 pour cent.

Indicateur 6 – Croissance de la population

La croissance de la population mesure une réaction à la croissance économique et donne une base qui permet une croissance accrue par la diversification. Les changements de la population reflètent la santé de la population, la robustesse du système de soutien médical et les attraits économiques ou liés au mode de vie incitant les gens à immigrer aux TNO ou à en émigrer. Une population en croissance constitue un marché de consommation grandissant pour les entreprises locales.

En 2011, la population a augmenté de 0,7 pour cent par rapport à sa valeur de référence.

Indicateur 7 – Liens économiques

L'établissement de lien entre les diverses industries contribue à la croissance et à la diversification de l'économie. Quatre mesures de la force des liens économiques ont été déterminées.

Indicateur 7a – Niveau des importations

Les importations de biens et de services mesurent la taille des marchés existants aux TNO pour les intrants qui existent déjà en fonction de la base économique établie.

En 2010, la valeur indexée des importations était de 9,1 pour cent en dessous de sa valeur de référence de 2,9 milliards de dollars à 2,8 milliards de dollars.

Indicateur 7b – Ventes de gros et ventes au détail

Les ventes de gros sont un indicateur des liens au niveau de la production, auquel les producteurs achètent des entrants auprès de fournisseurs des TNO ou des services postproduction comme de transport ou de communication auprès d'entreprises des TNO. Des ventes au détail plus élevées peuvent soutenir des liens avec une activité accrue de construction et de transport, ainsi que créer des occasions pour un plus grand nombre de commerces de détail.

En 2011, la valeur des ventes de gros était de 7,7 pour cent au dessus de sa valeur de référence.

En 2011, la valeur des ventes au détail, passée à 695 millions de dollars, était de 12,7 pour cent au dessus de sa valeur de référence de 618 millions de dollars.

Indicateur 7c – Travailleurs qui habitent à l'extérieur des TNO

Mesurer la dépendance à l'égard des travailleurs qui habitent à l'extérieur des TNO fait ressortir la capacité de la population active résidant aux TNO de répondre à la demande en matière d'emploi. L'indicateur varie selon qu'il y a ou non des travailleurs dotés des compétences nécessaires disponibles en nombre suffisant à l'emplacement de l'emploi. Il mesure également une perte directe de dépenses de consommation possibles au sein de l'économie des TNO.

En 2010, les gains des travailleurs habitant à l'extérieur des TNO étaient de 362 millions de dollars, c'est-à-dire 13,6 pour cent au dessus de leur valeur de référence.

Indicateur 7d – Croissance des industries de services au secteur primaire

Les industries de services spécialisés qui soutiennent le secteur primaire des TNO sont le principal moteur de croissance et de diversification de l'économie. Deux industries de services sont mesurées.

Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie : En 2010, la valeur des activités dans ces domaines était de 37,7 pour cent au dessus de sa valeur de référence.

Travaux de génie pétrolier et gazier : En 2010, la valeur de ces travaux était de 89 pour cent en dessous de sa valeur de référence.

Indicateur 8 – Diversification

La diversification de l'économie peut être mesurée selon le PIB par industrie, la croissance par secteur et le niveau d'emploi par industrie. Les données qui appuient cette mesure sont colligées au moyen du recensement de la population. Les données de recensement disponibles les plus récentes sont celles du recensement de 2006. Cet indicateur sera calculé lorsque les résultats du recensement de 2011 seront publiés en 2013.

Indicateur 9 – État de l'environnement et tendances environnementales

Se référer au Rapport sur l'état de l'environnement aux TNO [traduction libre de *NWT State of the Environment Report*].

Résumé des constats

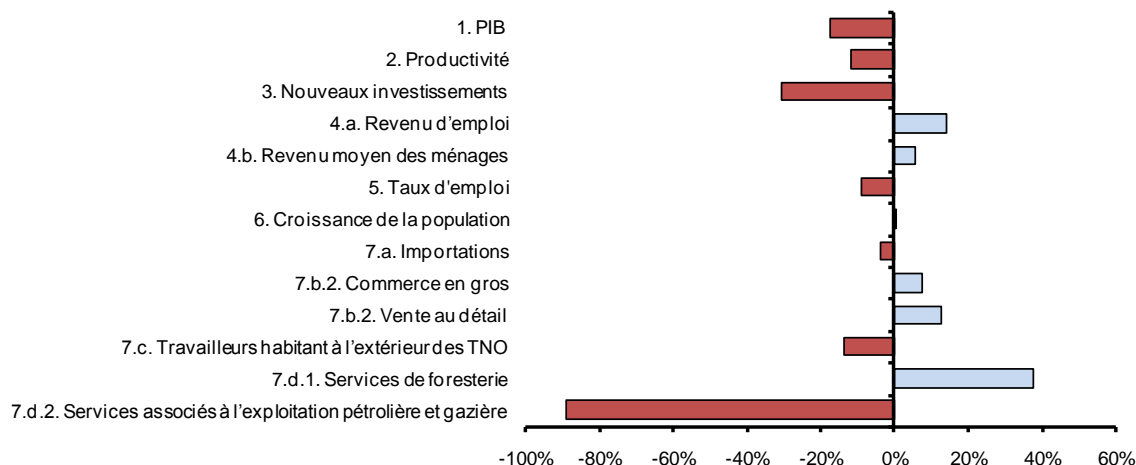
Les années suivant la période de la valeur de référence (2005-2007) ont été difficiles, à cause de la crise financière et du ralentissement économique à l'échelle mondiale. Sur les treize indicateurs primaires et sous-indicateurs mesurés à l'heure actuelle, sept indicateurs ont baissé par rapport à cette valeur alors que six ont augmenté.

Il est impossible de séparer les effets de la récession mondiale de 2008 des tendances générales de l'économie des TNO dans son ensemble. Toutefois, l'économie des TNO a fait montre d'un faible niveau de résilience dans sa réaction à la récession, étant donné que beaucoup d'indicateurs ne sont pas encore revenus à leurs niveaux d'avant la récession et que le rythme de la reprise est plus lent que celui des autres provinces et territoires.

Un des facteurs déterminants de ce faible niveau de résilience est la composition de l'économie des TNO et son ouverture en matière de libre circulation des personnes et des capitaux, lesquels peuvent se déplacer vers des provinces dont la situation est plus favorable lorsqu'il y a des difficultés économiques dans le territoire.

Le défi du GTNO consiste à déterminer et à faire progresser des possibilités d'investissement qui généreront des avantages durables dans la conjoncture économique mondiale au sein de laquelle les entreprises ténoises sont en concurrence.

Changement dans les indicateurs macroéconomiques de progrès par rapport aux valeurs de référence, 2012



EXAMEN FISCAL

Le budget 2012-2013 vise à restaurer l'équilibre budgétaire, tout en protégeant les programmes et services existants. En revenant sur la voie de la viabilité budgétaire, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) accumulera des ressources pour investir dans les priorités de l'Assemblée législative et faire des investissements stratégiques dans les infrastructures. La gestion responsable des finances est la pierre angulaire permettant de créer un environnement où une population, des familles et des collectivités fortes se partagent les bienfaits et les responsabilités découlant de l'union, de la viabilité écologique et de la prospérité des Territoires du Nord-Ouest.

Situation budgétaire

Bien que le GTNO soit l'un des gouvernements le plus durement touchés par la récession économique, sur le plan fiscal, sa position financière demeure l'une des plus saines au Canada. Ses niveaux de dette continuent d'être raisonnables et à la mesure de ses moyens, affichant des rapports de dette nette-PIB et de coût de service de la dette se situant dans le tiers inférieur de l'ensemble des provinces et territoires du Canada. Le GTNO continue également de maintenir une cote de crédit Aa1 enviable que lui confère Moody's Investors Service. Cette cote se classe au deuxième rang en importance.

Le ralentissement économique a donné au GTNO l'occasion de mettre sur pied un programme de dépenses en immobilisations sans précédent, afin de compenser en partie la diminution des investissements privés et de réaliser des économies alors que les coûts de la construction baissaient. De 2009 à 2011, le GTNO a dépensé plus d'un milliard de dollars en immobilisations. Le financement a été assumé en partie en limitant la croissance des dépenses de fonctionnement, le reste a été payé grâce à des emprunts à court terme. À la fin de 2011-2012, n estimait la dette à court terme à 178 millions de dollars et on prévoit qu'elle culminera à 216 millions de dollars au 31 mars 2013, en dépit d'un excédent de fonctionnement prévu de 76 millions de dollars.

Une hausse des dépenses encourues en 2011-2012, attribuable à des interventions accrues de lutte contre les incendies forestiers, et à une demande accrue des services de santé et des programmes d'aide financière aux étudiants et d'aide au revenu, a produit un quatrième déficit de fonctionnement consécutif. S'élevant à moins d'un pour cent du PIB, le déficit de 2011-2012 est inférieur à la moyenne nationale. Les TNO sont l'un des quatre gouvernements canadiens qui devraient afficher un excédent en 2012-2013.

Les éléments clés de la situation budgétaire du GTNO n'ont pas changé :

- Les transferts du gouvernement fédéral continuent de représenter la majeure partie des recettes du GTNO. Les formules sont établies par la législation fédérale.
- Les initiatives de génération de recettes sont limitées par la petite assiette fiscale et la nécessité d'être concurrentiel par rapport aux autres provinces et territoires.
- La pression exercée par les dépenses se poursuit, en raison de pressions sur les prix, par exemple sous forme d'augmentation de prix du carburant, et de pressions sur la demande, en raison d'une population vieillissante, par exemple.

En mars 2012, le GTNO a obtenu une augmentation du plafond d'emprunt territorial, lequel est passé de 575 à 800 millions de dollars, grâce à une révision fédérale-territoriale de la définition et du caractère adéquat des plafonds d'emprunt des trois territoires. La révision a entraîné l'ajout de nouveaux éléments à la définition de l'emprunt aux fins du plafond, ce qui signifie que le pouvoir d'emprunt réel est inférieur à ce que suggère l'augmentation. D'ici le 31 mars 2013, on prévoit disposer d'une possibilité d'emprunt supplémentaire de 144 millions de dollars.

Le GTNO est régi par les paramètres sur les dépenses, les emprunts et le remboursement de dette responsables qui sont décrits dans sa politique de gestion responsable des finances. Ces paramètres garantissent qu'au moins la moitié des investissements apportés aux infrastructures seront financés par des fonds de trésorerie générés par des excédents de fonctionnement. Par conséquent, sans excédents de fonctionnement, le GTNO sera incapable de profiter de son pouvoir d'emprunt supplémentaire selon le plafond d'emprunt imposé par le gouvernement fédéral.

Après quatre années de dépenses en immobilisations sans précédent, le GTNO doit restaurer la viabilité budgétaire en rétablissant des excédents de fonctionnement importants.

La politique de gestion responsable des finances et le niveau relativement faible de la dette sont des facteurs déterminants de la cote de crédit Aa1 du GTNO. Le fait de maintenir une cote de solvabilité robuste qui garantit de faibles frais de dettes, et le fait de transmettre un message de saine gestion financière aux investisseurs, sont des avantages importants que le GTNO ne compromettra pas.

Stratégie budgétaire

Le GTNO continue de s'engager à faire correspondre la croissance de ses dépenses à celle de ses recettes, ainsi qu'à respecter la politique de gestion responsable des finances. La stratégie budgétaire exige de rétablir les excédents pour rembourser les emprunts à court terme contractés dans le cadre d'immobilisations au cours des

Politique de gestion responsable

Le GTNO **EMPRUNTERA** pour des immobilisations, des investissements autopayants et des programmes de prêts remboursables.

Le GTNO **N'EMPRUNTERA PAS** pour les dépenses d'exploitation.

Les investissements dans l'infrastructure seront financés grâce à **au moins 50 % de fonds** générés par des excédents de fonctionnement.

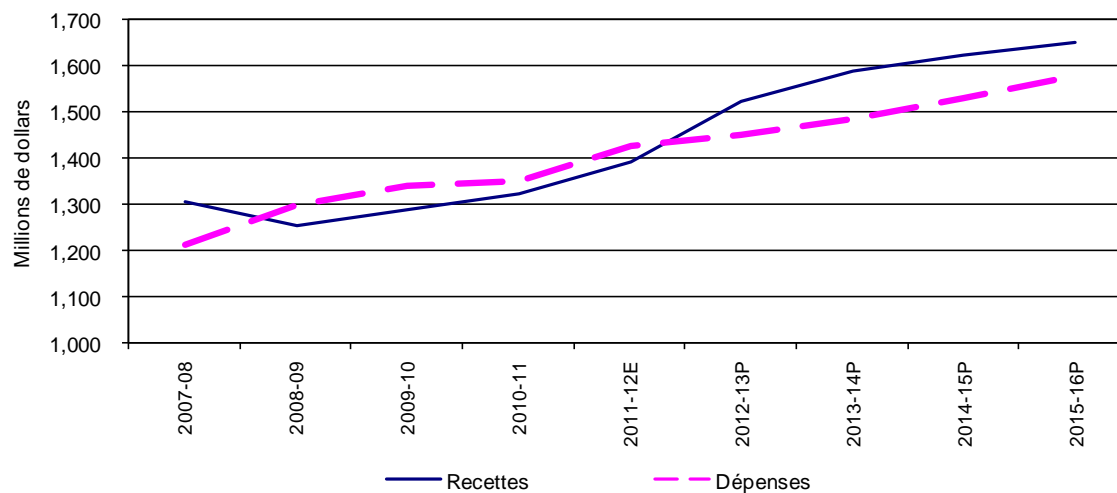
La « **dette abordable** » se définit comme une dette dont les paiements annuels de service de la dette ne dépassent pas 5 % des recettes annuelles totales.

dernières années et pour générer des fonds de trésorerie à investir dans de futurs projets d'infrastructures.

Afin de rétablir les excédents, la stratégie budgétaire de 2012-2013 comporte les éléments clés suivants :

- La croissance des dépenses nette des hausses de rémunération sera restreinte à 3 pour cent, et ce, tant pour la croissance forcée que les nouvelles initiatives.
- La planification des dépenses en immobilisations pour les infrastructures de base du GTNO, des collectivités et du logement réduira ces dépenses à environ 137,5 millions de dollars par an, à compter de 2012-2013.
- La dette à court terme sera utilisée temporairement, jusqu'à ce que les ressources de trésorerie soient rétablies, grâce aux excédents des prochaines années.

Recettes et dépenses, de 2007-2008 à 2015-2016



De 2008-2009 à 2011-2012, la croissance annuelle des recettes a connu une moyenne de 3,5 pour cent. Durant la même période, la croissance des dépenses a été limitée à 3,2 pour cent. Suivant un vigoureux rétablissement des recettes prévu pour 2012-2013, la croissance annuelle des recettes devrait s'établir à 2,7 pour cent, en dessous des normes historiques jusqu'en 2015-2016. Afin de maintenir un excédent à moyen terme, le GTNO devra limiter davantage la croissance de ses dépenses.

Budget 2012-2013

Le budget 2012-2013 propose des dépenses de fonctionnement de 1,41 milliard de dollars et prévoit des recettes de 1,52 milliard de dollars. Après avoir pris en compte les contributions à l'infrastructure et les exigences de réserves supplémentaires, l'excédent de fonctionnement devrait s'élever à 76 millions de dollars.

Les investissements aux infrastructures de 2012-2013, approuvés en décembre 2011, totaliseront 124,2 millions de dollars.

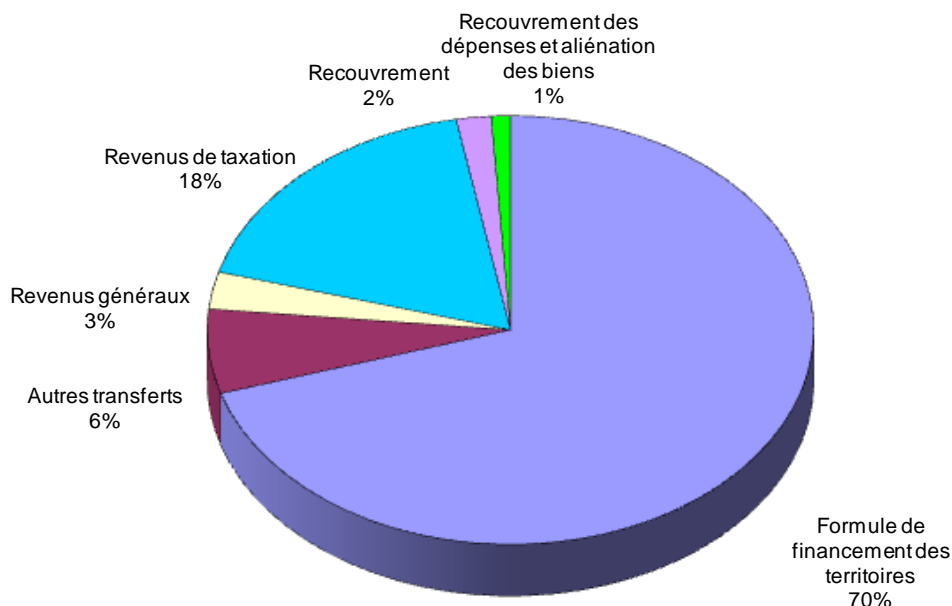
Les fonds générés par les activités de fonctionnement ne couvriront pas entièrement les dépenses en immobilisations prévues pour 2012-2013, ce qui produira une faible augmentation de la dette directe à court terme, laquelle totalisera 216 millions de dollars au 31 mars 2013. La dette à long terme comprend tant les dettes garanties que les dettes directes. Les dettes garanties de la Société d'énergie des TNO, de la NWT Energy Corporation Ltd., de la Société d'habitation des TNO et de l'Administration scolaire confessionnelle publique de district de Yellowknife s'élèvent à 259 millions de dollars. On estime que la dette directe du GTNO s'élève à 181 millions de dollars. Elle a été contractée pour financer la construction du pont de Deh Cho et des contrats de location-acquisition. Au 31 mars 2013, la dette totale devrait s'élever à 656 millions de dollars.

Recettes

On prévoit que les recettes totales de 2012-2013 augmenteront de 132 millions de dollars, pour atteindre 1,524 milliard de dollars. Cela représente une croissance de 9,5 pour cent par rapport aux recettes de 1,39 milliard de dollars estimées pour 2011-2012. La majeure partie de la croissance est attribuable à deux sources de recettes, à savoir la formule de financement des territoires (FFT), qui a augmenté de 74 millions de dollars de 2011-2012 à 2012-2013, et l'impôt sur les sociétés (IS), qui devrait augmenter de 55 millions de dollars.

La subvention de la FFT continue de constituer la majorité des recettes du GTNO; elle devrait représenter 70 pour cent des recettes en 2012-2013. On prévoit que les recettes autonomes du GTNO constitueront 23 pour cent des recettes totales en 2012-2013.

Recettes 2012-2013 du GTNO par source

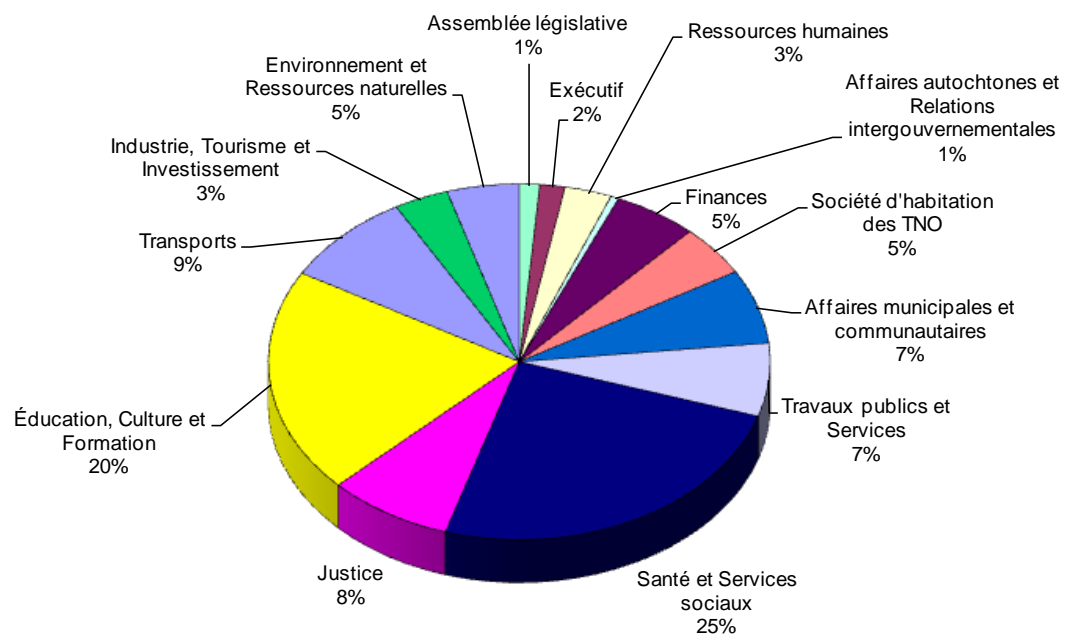


Dépenses

Pour les dépenses de fonctionnement, le budget 2012-2013 propose 1,41 milliard de dollars. Sur ce montant, 818 millions de dollars sont alloués aux programmes sociaux comme l'éducation, les soins de santé, les services sociaux, le logement, les services de police et le Service correctionnel.

Par rapport au budget principal des dépenses 2011-2012, les dépenses de fonctionnement devraient augmenter de 50,9 millions de dollars. Cette croissance est attribuable principalement aux coûts grandissants des programmes et services existants, qui s'élèvent à 32,7 millions de dollars, de même qu'au montant de 34,7 millions de dollars alloué à des initiatives stratégiques et ministérielles. Ces augmentations sont compensées en partie par 34,3 millions de dollars non déboursés pour des programmes temporaires et 3,2 millions de dollars provenant de la réduction de dépenses.

Dépenses de fonctionnement 2012-2013 par ministère



Initiatives

Le budget 2012-2013 investit dans les buts et les priorités établis par la 17^e Assemblée législative, en affectant les dépenses aux programmes existants et de nouveaux fonds à des programmes dans des secteurs prioritaires clés. Les investissements apportés à ces initiatives aideront une population et des familles fortes qui peuvent tirer parti des possibilités économiques accrues et des avantages de la viabilité écologique.

Soutenir notre population

En 2012-2013, un total de 19,7 millions de dollars sera investi dans des initiatives stratégiques visant à soutenir les résidents dans l'amélioration de leur mieux-être et à les aider à réaliser pleinement leur potentiel. Des investissements importants visant à stabiliser le coût de la vie, à résoudre les problèmes de logement, à améliorer la sécurité dans les collectivités et à protéger les personnes les plus vulnérables aideront le GTNO à atteindre son but d'avoir une population en santé, instruite et à l'abri de la pauvreté. En voici une liste :

- 1 million de dollars pour financer le nouveau barème de logement locatif social ayant déjà été annoncé et qui sera simple, prévisible et équitable, tout en incitant les bénéficiaires à travailler;
- 700 000 dollars pour poursuivre les rénovations éconergétiques des logements sociaux qui minimisent le coût de l'exploitation des services publics et qui augmentent la viabilité du programme de logement social;
- 1,2 million de dollars pour aider les travailleurs pauvres, grâce à un supplément au loyer transitoire pour les loyers du marché locatif;
- 15,6 millions de dollars pour stabiliser le coût de la vie en atténuant une partie de l'augmentation nécessaire du taux figurant dans la demande de tarif général de la NWT Power Corporation pour les résidents. En payant une part de l'augmentation du taux pendant trois années, cela permettra aux taux d'électricité d'augmenter à un rythme modéré et stable, assurant ainsi une transition plus harmonieuse, pour les particuliers et les entreprises, vers des tarifs d'électricité plus élevés;
- 500 000 dollars pour appuyer l'établissement de comités des services à l'enfance et à la famille dans cinq collectivités, selon les recommandations de l'examen de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* par le Comité permanent des programmes;
- un financement supplémentaire de 150 000 dollars pour établir un Bureau d'avocat des enfants pour augmenter l'accès à la justice des enfants dans les causes où un juge décide qu'un enfant a besoin d'une représentation juridique indépendante;
- 148 000 dollars pour mettre en œuvre la Stratégie sur la sécurité dans les collectivités, afin de résoudre ces problèmes au niveau communautaire;
- 128 000 dollars pour que le ministère de la Justice termine la planification et la coordination de l'affectation d'agents supplémentaires de la GRC durant la construction du projet gazier du Mackenzie;
- 137 000 dollars pour mettre en œuvre le Cadre d'intervention sur la violence familiale et engager un coordonnateur de lutte contre la violence familiale à la GRC, afin d'offrir des interventions mieux coordonnées à l'égard de ce problème et des possibilités de formation conjointes;
- 150 000 dollars pour améliorer les communications et la prestation des services du gouvernement en français avec le public.

Investissements en 2012-2013 pour soutenir notre population (en milliers de dollars)

Améliorer le logement	
Nouveau barème de logement locatif social	\$ 1,000
Rénovations éconergétiques des logements sociaux	700
Nouveau programme de supplément pour les loyers du marché locatif	1,173
	\$ 2,873
Réduire le coût de la vie	15,600
	\$ 15,600
Protéger les enfants	
Comités des services à l'enfance et à la famille	500
Bureau d'avocat des enfants	150
	\$ 650
Améliorer la sûreté et la sécurité	
Mise en œuvre de la Stratégie sur la sécurité au sein des collectivités	148
Contrat avec la GRC pour gérer les répercussions du développement	128
Mise en œuvre du Cadre d'intervention sur la violence familiale	137
	\$ 413
Autre	
Améliorer la prestation des programmes et des services au public en français	150
	\$ 150
	\$ 19,686

Soutenir notre économie

Un total de 10,7 millions de dollars sera investi pour s'assurer que les résidents du Nord et leurs collectivités bénéficient de la reprise économique en cours. Les investissements pour appuyer l'exploitation durable des ressources et retrouver le pouvoir sur les terres, ainsi que les mesures pour soutenir la diversification économique, sont essentiels pour augmenter les possibilités économiques dont disposent les résidents. En voici une liste :

- 643 000 dollars pour élaborer un plan d'action et une stratégie sur l'exploitation minière qui énoncent explicitement les principes et les priorités de l'exploitation minière durable dans le Nord et qui résolvent les difficultés qu'affronte l'industrie;
- 2 millions de dollars pour soutenir les négociations sur l'entente de transfert des responsabilités et de partage des recettes d'exploitation des ressources;
- 6,1 millions de dollars pour les coûts associés à la transition et à la mise en œuvre initiales des activités décrites dans l'entente de principe sur le transfert des responsabilités;
- 1,3 million de dollars pour assurer la participation des gouvernements autochtones dans les discussions relatives au transfert des responsabilités et pour financer leur participation aux négociations portant sur une entente définitive;

- 100 000 dollars pour augmenter le nombre d'employés des mines vivant aux TNO selon le protocole d'entente sur l'initiative visant la main-d'œuvre minière conclu avec les trois mines de diamants;
- 397 000 dollars pour élaborer une nouvelle Stratégie de développement économique qui déterminera les possibilités actuelles et futures des TNO ainsi que les lacunes qui font obstruction au développement économique;
- 100 000 dollars pour accueillir la réunion du Comité du commerce intérieur national, qui constitue une possibilité de présenter le potentiel économique et touristique des TNO;
- 200 000 dollars pour continuer à aider les entreprises des TNO à mettre en œuvre des mesures de conservation d'énergie et d'efficacité éconergétique qui leur font réaliser des économies sur les comptes de chauffage, de services d'eau et d'électricité.

Investissements en 2012-2013 pour soutenir notre économie (en milliers de dollars)

Soutenir l'exploitation durable des ressources

<i>Plan d'action et stratégie sur l'exploitation minière</i>	\$ 643
Négociations – Entente sur le transfert des responsabilités et le partage des recettes d'exploitation	1,964
Activités de mise en œuvre du transfert des responsabilités	6,071
Financement pour la participation des gouvernements autochtones au transfert des responsabilités	1,266
Maximiser les débouchés de l'exploitation minière pour les résidents du Nord	100
	\$ 10,044

Soutenir la croissance et la diversification de l'économie

Nouvelle stratégie de développement économique	397
Organisation de la réunion des ministres du Comité du commerce intérieur	100
Programme de conservation et d'efficacité énergétiques pour les entreprises	200
	\$ 697
	\$ 10,741

Soutenir notre environnement

Le budget 2012-2013 alloue 4,3 millions de dollars pour les initiatives stratégiques qui portent sur l'amélioration de la gérance environnementale, la conservation d'énergie, l'efficacité énergétique et la gouvernance environnementale. Ces investissements appuient le but d'un environnement durable pour les générations actuelles et futures. En voici une liste :

- 905 000 dollars pour négocier des ententes sur les eaux transfrontalières afin de protéger les eaux territoriales en assurant la quantité et la qualité des eaux qui pénètrent aux TNO en provenance des provinces et territoires avoisinants;
- 100 000 dollars pour augmenter les activités de surveillance des eaux pour augmenter nos connaissances sur les régimes hydrologiques des TNO, afin de

- contribuer à la rédaction de la Stratégie sur l'hydroélectricité et la Stratégie sur l'eau des TNO;
- 700 000 dollars pour financer la NWT Energy Corporation pour ses activités de planification et de développement des ressources hydroélectriques des TNO et d'étude des autres sources d'énergie possibles, soit le biocombustible, l'énergie géothermique et l'énergie solaire;
 - 150 000 dollars pour renouveler le plan énergétique des TNO, afin d'établir les priorités et les approches en matière d'énergie pour la prochaine décennie;
 - 100 000 dollars pour continuer la mise en œuvre des mesures de la Stratégie sur le biocombustible;
 - 100 000 dollars pour contribuer à établir une chaîne d'approvisionnement de biocombustible et aider les résidents et les petites entreprises à installer des poêles ou des petites chaudières alimentés aux granulés de bois à Inuvik;
 - 100 000 dollars pour étudier des solutions à moyen terme et à long terme, comme le biocombustible et le gaz naturel liquéfié, en réponse à la pénurie de gaz naturel à Inuvik;
 - 150 000 dollars pour continuer à soutenir le Programme de mesures incitatives pour l'efficacité énergétique (PMIEE) continuellement sursouscrit qui est administré par l'Arctic Energy Alliance, portant le financement total à 350 000 dollars en 2012-2013;
 - 100 000 dollars pour aider la Northwest Territory Energy Corporation à offrir aux collectivités et à l'industrie des projets paritaires sur le potentiel hydroélectrique et d'autres sources d'énergie renouvelables, pour réduire le coût de l'énergie et les émissions de gaz à effet de serre;
 - 200 000 dollars pour aider les conseillers régionaux en matière d'énergie dans leur travail lorsqu'ils se rendent dans les collectivités pour faire des vérifications de la consommation d'énergie à usage domestique, de la formation et des ateliers;
 - 400 000 dollars pour l'installation d'un système de chaudières électriques au foyer de soins spéciaux Northern Lights à Fort Smith, ce qui remplace 77 000 litres de mazout et réalise des économies d'exploitation de près de 80 000 dollars par an;
 - 450 000 dollars pour installer un système de chaudières alimentées aux granulés de bois à l'école Deh Gah à Fort Providence, ce qui remplace 95 000 litres de mazout et réalise des économies d'exploitation de 56 000 dollars par an;
 - 142 000 dollars pour augmenter le financement de la recherche sur les répercussions du changement climatique sur les infrastructures, fournissant aux collectivités des TNO des pratiques exemplaires pour atténuer ces répercussions et adapter les infrastructures communautaires;
 - 462 000 dollars pour continuer à financer quatre postes d'agents des terres régionaux pour répondre à la demande publique pour des services plus rapides et plus efficaces d'administration des terres lorsqu'ils sont associés à l'administration des terres domaniales;

- 185 000 dollars pour augmenter le financement du programme d'arpentage de l'administration des terres, pour réaliser les relevés d'arpentage nécessaires pour le transfert juridique des infrastructures publiques communautaires aux administrations municipales;
- 50 000 dollars pour soutenir les travaux de l'Unité de consultation des Autochtones, pour permettre au GTNO de tenir des consultations constructives avec les organismes autochtones sur les projets et initiatives qui pourraient toucher leurs droits.

Investissements en 2012-2013 pour protéger notre environnement (en milliers de dollars)

Gérance environnementale

<i>Plan d'action de la Stratégie de gérance des eaux</i>	\$ 905
Surveillance des eaux	100
	\$ 1,005

Conservation d'énergie et efficacité énergétique

Financement de base de la Northwest Territory Energy Corporation	700
Renouvellement des plans énergétiques aux TNO	150
<i>Stratégie sur l'énergie du biocombustible</i>	100
Options de biocombustible à court terme pour Inuvik	100
Options de biocombustible à moyen terme et à long terme pour Inuvik	100
Programme de mesures incitatives pour l'efficacité énergétique	150
Solutions sur le potentiel hydroélectrique et les sources d'énergie renouvelables dans les régions	100
Conseillers régionaux en matière d'énergie	200
Système de chaudières électriques (Fort Smith)*	400
Chaudière alimentée aux granulés de bois (Fort Providence)*	450
Recherche sur les répercussions du changement climatique sur les infrastructures	142
	\$ 2,592

Développement de la gouvernance

Programme d'arpentage pour l'administration des terres	185
Programme des activités régionales en matière d'administration des terres	462
Unité de consultation des Autochtones	50
	\$ 697
	\$ 4,294

* Crédits supplémentaires de juin au budget d'immobilisations 2012-2013.

Infrastructures

Le budget des immobilisations 2012-2013 a été approuvé le 15 décembre 2011. Un total de 95 millions de dollars sera investi dans les infrastructures et 29 millions de dollars dans des contributions aux infrastructures, dont :

- 28 millions de dollars en formule de financement des territoires pour l'infrastructure communautaire;

- 30 millions de dollars pour remplacer et rénover des établissements de santé, dont 12 millions de dollars pour l'hôpital H. H. Williams Memorial de Hay River et 8,7 millions de dollars pour le centre de santé de Fort Smith;
- 25,6 millions de dollars pour des routes et des routes de glace à l'échelle des TNO;
- 11 millions de dollars pour les remplacements et rénovations dans les écoles;
- 11,9 millions de dollars pour de petits projets d'immobilisations dans l'ensemble des ministères;
- 1 million de dollars pour terminer la planification nécessaire à la route qui reliera Inuvik et Tuktoyaktuk;
- 4 millions de dollars pour le programme d'entretien différé;
- 654 000 de dollars pour poursuivre le programme du fonds de rénovations des immobilisations pour augmenter l'efficacité éconergétique des édifices existants du GTNO.

Le budget principal des dépenses 2012-2013 comprend aussi 13 millions de dollars pour investir dans le logement, grâce au plan d'immobilisations 2012-2013 de la Société d'habitation des TNO. En comptant l'investissement proposé pour la Société d'habitation des TNO, le total des investissements prévus pour les infrastructures s'élèvera à 137,5 millions de dollars en 2012-2013.

Mesures génératrices de recettes

Le budget 2012-2013 ne comporte ni nouvelles taxes ni nouveaux impôts.

À compter du 1^{er} avril 2012, les taux par mille d'impôt foncier, la majoration du prix de l'alcool et de nombreux droits ont été rajustés en fonction de l'inflation. Cela correspond à l'engagement pris lors du budget 2010-2011 d'ajuster en fonction de l'inflation, chaque année et dans la mesure du possible, les taux de taxe sur le tabac et d'impôt foncier, la majoration du prix de l'alcool et les droits.

Regard vers l'avenir

Perspectives à moyen terme

Le tableau ci-dessous illustre les perspectives à moyen terme du GTNO, étant donné les prévisions fiscales actuelles. Les perspectives tiennent compte de tous les éléments de la stratégie budgétaire, y compris le rétablissement de la trésorerie au moyen d'excédents de fonctionnement. La restriction de la croissance des dépenses et la réduction des investissements dans les infrastructures à court terme réduiront les emprunts à court terme à compter de 2013-2014. Une augmentation du plan d'acquisition d'immobilisations qui commencera en 2014-2015 diminuera le plafond d'emprunt disponible par la suite.

Perspective à moyen terme (en millions de dollars)

	Estimés 2011-2012	Projection 2012-2013	Projection 2013-2014	Projection 2014-15	Projection 2015-16
Recettes	1,392	1,524	1,587	1,624	1,650
Dépenses	(1,426)	(1,450)	(1,485)	(1,528)	(1,577)
Excédent de fonctionnement (déficits)	(34)	74	102	96	73
Dépenses en immobilisations nécessaires	150	133	129	113	108
Excédent de trésorerie accumulé (déficit) au 31 mars	(178)	(216)	(215)	(210)	(185)
Total de la dette garantie ¹	(253)	(253)	(247)	(242)	(237)
Dette à long terme ²	(187)	(187)	(187)	(188)	(187)
Total de la dette	(618)	(656)	(649)	(640)	(609)
Limite d'emprunt autorisée	800	800	800	800	800
Capacité d'emprunt disponible	182	144	151	160	191

¹ Comprend la Société d'énergie des TNO, la NWT Energy Corporation et la Société d'habitation des TNO.

² Comprend la dette contractée pour financer la construction du pont dans le Deh Cho et l'administration scolaire professionnelle publique de district de Yellowknife.

Le GNT0 continuera à suivre de près sa situation budgétaire afin de gérer l'évolution des circonstances et d'apporter les ajustements nécessaires pour veiller à l'équilibre entre la croissance des dépenses et la capacité du gouvernement de l'assumer.

Au cours des deux prochaines années, la stratégie budgétaire consistera à limiter la croissance des dépenses à un niveau inférieur à la croissance des recettes projetée, afin de générer des excédents de fonctionnement suffisants pour rembourser les emprunts à court terme et à accumuler assez de réserves pour reprendre un plan plus stratégique d'investissements dans les infrastructures d'ici deux ans.

La correction de l'important déficit des infrastructures des TNO demeure une priorité du GTNO. Les investissements stratégiques aux infrastructures ci-dessous ont été définis comme étant prioritaires pour renforcer et diversifier l'économie des TNO, répondre aux besoins en matière de logement et assurer la viabilité de la prestation des soins de santé :

- La route reliant Inuvik et Tuktoyaktuk contribuerait à soutenir le développement durable dans la région, dont l'exploitation du pétrole, du gaz et d'autres ressources, tout en réduisant le coût de la vie et des affaires. La route renforcera également la souveraineté canadienne dans la région. Le Canada sera enfin relié par des routes d'un océan à l'autre, en comptant l'Arctique.
- Un investissement du secteur privé de type partenariat privé-public pour une liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie aura l'avantage d'améliorer la connectivité des collectivités et de soutenir la station-relais pour satellites d'Inuvik. Cette liaison fera de la station-relais une station mondiale de réception de signaux de satellite, soutenant la diversification économique grâce à un plus grand nombre d'industries du savoir.
- Des investissements sur des logements de plus haute densité dans les collectivités ainsi que sur la réduction du déficit des établissements de santé

contribueront à assurer la viabilité des principaux programmes et services sur lesquels les résidents comptent.

- Des initiatives d'hydroélectricité seront étudiées, pour offrir de l'énergie à coût plus faible et de nature plus écologique, ce qui réduira le coût de la vie ainsi que le coût de faire des affaires aux TNO.

Après la signature de l'entente de principe sur le transfert des responsabilités en janvier 2011, les travaux pour conclure une entente définitive se poursuivent. L'entente définitive sur le transfert des responsabilités donnera au GTNO un avantage fiscal net grâce au partage des recettes. Toutefois, l'objectif général est le transfert du pouvoir sur les terres et sur les ressources ténoises dans le Nord, afin que les résidents des TNO exercent un contrôle sur les décisions visant la gestion des ressources.

Reconnaissant la double pression exercée par des dépenses de fonctionnement croissantes et un déficit d'infrastructures grandissant, associée à une croissance ralentie des recettes, le GTNO devra effectuer des changements à moyen terme. Des consultations budgétaires sur les dépenses sont prévues pour l'automne 2012. Les discussions détermineront les priorités des résidents en matière de dépenses, la combinaison optimale de dépenses de fonctionnement et en immobilisations et les avenues possibles d'économies ou de réallocation des ressources. Les résultats des consultations contribueront à la préparation du budget 2013-2014.

Risques pour les perspectives à moyen terme

Le principal risque encouru par les recettes du GTNO est la subvention de FFT, parce qu'elle constitue la majeure partie des recettes totales. En décembre 2011, le ministre fédéral des Finances a garanti que la formule de la FFT actuelle se maintiendrait jusqu'au 31 mars 2019.

La certitude de la FFT n'élimine pas le risque de détérioration associé à la subvention. La subvention de la FFT est calculée selon une formule qui tient compte de la croissance de la population par rapport au Canada, de la croissance des dépenses d'un gouvernement provincial et des administrations locales, de même que des recettes autonomes du GTNO. Une croissance de population plus lente par rapport au Canada ou une croissance plus lente des dépenses d'un gouvernement provincial et des administrations locales réduiront la croissance de la subvention de la FFT. Les prévisions actuelles sur la FFT ont été déterminées selon les plus récentes prévisions relatives à ces deux variables. Toutefois, si la croissance de population relative est inférieure à ce qui est prévu ou si les gouvernements provinciaux réduisent davantage les dépenses par rapport aux prévisions, la croissance de la FFT pourrait être encore plus lente que les prévisions déjà établies.

Même si les recettes autonomes constituent un plus petit pourcentage des recettes totales que la FFT, elles sont plus volatiles en raison des revenus provenant de l'impôt sur les sociétés. Durant un ralentissement économique, les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers, de l'impôt sur le salaire et de la taxe sur le carburant ont tendance à diminuer. Toutefois, on peut habituellement établir des prévisions fiables à leur égard, mais la nature unique de l'impôt des sociétés complique la fiabilité des prévisions.

D'une année à l'autre, l'impôt sur les sociétés peut connaître des fluctuations marquées. Bien que l'intention palliatrice d'écarts de la FFT finisse par compenser de telles fluctuations, la subvention ne s'adapte pas immédiatement aux changements dans les recettes autonomes. En fait, il faut compter deux ans pour que la subvention de la FFT s'ajuste à un changement dans l'impôt sur les sociétés. Étant donné son exposition à de pareils risques, le GTNO étudie la possibilité d'un fonds de stabilisation des recettes semblable à celui d'autres provinces, afin de gérer plus activement les hausses et les baisses importantes de recettes.

Du moyen terme au long terme, les recettes autonomes subissent l'influence de l'activité économique, particulièrement pour ce qui est des emplois et des revenus des résidents. Aux TNO, le produit intérieur brut (PIB) est particulièrement sensible aux fluctuations de production de diamant. Comme les deux plus grosses mines ténoises passent à la production souterraine ou à l'exploitation de nouvelles cheminées kimberlitiques, le PIB va probablement fluctuer considérablement. Toutefois, les chocs au PIB n'influeront les recettes autonomes que si l'emploi, les revenus des résidents, la population ou la consommation de carburant se trouvaient aussi affectés.

En ce qui a trait à la portion des dépenses du budget, les risques pour les perspectives à moyen terme sont principalement posés par des situations inattendues. Au nombre des exemples figurent une saison particulièrement intense de lutte contre les incendies de forêt, une augmentation des déplacements pour raisons médicales ou un investissement imprévu dans un actif à long terme, comme ce fut le cas lors de la reconstruction du barrage de la centrale hydroélectrique Bluefish de la NTPC. La hausse des prix du carburant pourrait entraîner un risque pour les perspectives budgétaires si la subvention du GTNO pour compenser les coûts grandissants de la NTPC devait être plus élevée pour compenser les prix croissants du carburant.

Bilan des opérations

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2012-2013	Estimés révisés 2011-2012	Budget principal 2011-2012	Réels 2010-2011
RECETTES	1,524,114	1,392,056	1,379,922	1,351,578
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Rémunération et avantages sociaux	294,183	291,594	285,969	282,019
Subventions et contributions	682,561	678,913	659,101	639,852
Autres dépenses	361,761	359,990	345,340	335,643
Amortissement	72,676	69,621	69,921	65,938
TOTAL DES DÉPENSES À ÊTRE VOTÉES	1,411,181	1,400,118	1,360,331	1,323,452
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT (DÉFICIT) AVANT AJUSTEMENT	112,933	(8,062)	19,591	28,126
CONTRIBUTIONS À L'INFRASTRUCTURE	(28,852)	(48,374)	(28,852)	(51,313)
BESOINS SUPPLÉMENTAIRES	(20,000)	-	(10,000)	-
ÉCARTS D'AFFECTATION ESTIMÉS	10,000	22,752	36,000	-
TRAVAUX EFFECTUÉS POUR D'AUTRES				
Recouvrement	58,839	68,698	55,324	64,787
Dépenses	(58,839)	(68,698)	(55,324)	(64,787)
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT (DÉFICIT) POUR L'ANNÉE	74,081	(33,684)	16,739	(23,187)
EXCÉDENT ACCUMULÉ AU DÉBUT DE L'ANNÉE	743,280	776,964	803,342	800,151
EXCÉDENT ACCUMULÉ À LA FIN DE L'ANNÉE	817,361	743,280	820,081	776,964

Résumé des recettes

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses 2012-2013	Estimés révisés 2011-2012	Budget principal 2011-2012	Réels 2010-2011
SUBVENTION DU CANADA	1,070,023	996,143	996,143	919,872
PAIEMENTS DE TRANSFERTS	96,854	97,938	94,835	105,113
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu des particuliers	90,441	89,603	94,048	85,167
Impôt des sociétés	74,976	20,311	14,303	56,818
Taxe sur le tabac	17,326	16,917	16,792	17,016
Taxe sur le carburant	16,586	16,414	14,292	16,104
Charges sociales	41,488	39,578	37,992	36,960
Impôt foncier et taxes scolaires	25,440	24,672	25,354	24,294
Taxe d'assurance	4,400	4,580	4,580	4,283
	270,657	212,075	207,361	240,642
RECETTES GÉNÉRALES				
Recettes nettes des fonds renouvelables	24,628	24,388	24,388	24,385
Recettes de règlements	15,513	15,976	18,134	11,048
Revenus de placements	2,143	1,513	1,891	2,375
Autres recettes générales	436	581	744	8,839
	42,720	42,458	45,157	46,647
AUTRES RECouvreMENTS				
Baux et loyers	3,612	3,397	947	104
Service	1,748	1,701	1,868	567
Programme	18,810	19,131	15,302	16,522
Ventes de marchandises	286	378	68	69
Produit de l'assurance	60	60	60	85
Autres recouvrements divers	150	500	220	-
Recouvrement de dépenses d'années antérieures	3,000	3,000	3,000	7,929
	27,666	28,167	21,465	25,276
SUBVENTIONS EN NATURE	635	762	762	762
CAPITAL				
Apport de capital différé	15,559	14,513	14,199	13,266
	15,559	14,513	14,199	13,266
RECETTES TOTALES	1,524,114	1,392,056	1,379,922	1,351,578

Résumé des dépenses de fonctionnement par ministère

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2012-2013	Estimés révisés 2011-2012	Budget principal 2011-2012	Réels 2010-2011
Assemblée législative	18,508	19,768	19,544	17,329
Exécutif	22,862	19,132	14,005	13,447
Ressources humaines	42,796	43,220	42,421	38,823
Affaires autochtones et Relations intergouvernementales	7,304	7,888	7,619	7,474
Finances	142,121	128,013	121,989	119,588
Affaires communautaires et municipales	95,533	93,571	93,225	91,690
Travaux publics et Services	93,682	93,088	92,988	92,195
Santé et Services sociaux	349,926	358,795	344,505	336,252
Justice	113,674	108,465	106,644	104,534
Éducation, Culture et Formation	289,107	288,173	285,895	279,157
Transports	120,415	111,578	110,777	103,649
Industrie, Tourisme et Investissement	49,560	53,919	53,226	49,520
Environnement et Ressources naturelles	65,693	74,508	67,493	69,794
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	1,411,181	1,400,118	1,360,331	1,323,452

Résumé des investissements dans les infrastructures par ministère

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2012-2013	Estimés révisés 2011-2012	Budget principal 2011-2012	Réels 2010-2011
Immobilisations corporelles				
Assemblée législative	640	230	-	1,618
Ressources humaines	300	940	940	715
Finances	1,008	1,208	925	594
Affaires communautaires et municipales	-	-	-	-
Travaux publics et Services	11,241	25,016	14,302	25,620
Santé et Services sociaux	36,189	29,386	16,291	17,797
Justice	702	1,974	1,096	839
Éducation, Culture et Formation	12,895	57,248	27,669	62,579
Transports	29,625	137,680	62,703	227,888
Industrie, Tourisme et Investissement	1,241	1,489	599	2,359
Environnement et Ressources naturelles	1,524	2,815	1,653	1,467
Total des immobilisations corporelles	95,365	257,986	126,178	341,476
Contributions à l'infrastructure				
Affaires communautaires et municipales	28,002	46,733	28,002	50,133
Santé et Services sociaux	-	-	-	-
Éducation, Culture et Formation	850	1,241	850	3,808
Transports	-	-	-	1,070
Contributions à l'infrastructure	28,852	47,974	28,852	55,011
TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURE	124,217	305,960	155,030	396,487

Résumé des flux de trésorerie

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses 2012-2013	Estimés révisés 2011-2012	Budget principal 2011-2012	Réels 2010-2011
OPÉRATIONS DE FONCTIONNEMENT				
Argent reçu :				
Gouvernement du Canada	1,246,181	1,100,493	1,096,032	1,040,365
Autres recettes	243,635	299,446	236,253	683,245
	1,489,816	1,399,939	1,332,285	1,723,610
Argent versé :				
Dépenses de fonctionnement	(1,376,467)	(1,352,987)	(1,271,927)	(1,285,402)
Projets réalisés pour d'autres	(13,000)	(3,000)	-	(359,067)
Argent reçu (dépensé) pour des opérations de fonctionnement	100,348	43,952	60,358	79,141
OPÉRATIONS DE CAPITAL				
Dépenses en immobilisations (année courante)	(125,861)	(161,210)	(155,383)	(339,286)
Dépenses en immobilisations (année précédente)	(7,050)	(11,298)	(10,592)	-
Apports de capital reçus et différés	-	22,000	-	47,164
Argent reçu (dépensé) pour des opérations de capital	(132,911)	(150,508)	(165,975)	(292,122)
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS	(4,200)	(4,200)	(4,200)	16,882
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(1,000)	(1,000)	19,000	171,981
ÉCART POSITIF (NÉGATIF) EN ARGENT ET ÉQUIVALENTS	(37,762)	(111,757)	(90,817)	(24,118)
Argent et équivalents au début de l'année	(178,237)	(66,480)	(64,388)	(42,362)
ARGENT ET EQUIVALENTS A LA FIN DE L'ANNEE	(215,999)	(178,237)	(155,205)	(66,480)

Résumé de la dette totale et capacité d'emprunt estimée

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses 2012-2013	Estimés révisés 2011-2012	Budget principal 2011-2012	Réels 2010-2011
ARGENT ET ÉQUIVALENTS À LA FIN DE L'ANNÉE	215,999	178,237	155,205	66,480
DETTE À LONG TERME	181,248	180,661	178,012	173,939
DETTE D'ORGANISMES PUBLICS				
Société d'hydro des TNO	207,314	203,524	183,562	170,060
Société d'habitation des TNO	45,275	49,295	13,977	14,506
Autre	6,049	6,641	5,584	5,334
TOTAL DE LA DETTE DES ORGANISMES PUBLICS	258,638	259,460	203,123	189,900
TOTAL DE LA DETTE	655,885	618,358	536,340	430,319
LIMITE D'EMPRUNT AUTORISÉE	800,000	800,000	575,000	575,000
CAPACITÉ D'EMPRUNT DISPONIBLE	144,115	181,642	38,660	144,681

TAUX D'IMPÔTS ET DES TAXES DE VENTE PROVINCIALES ET TERRITORIALES AU 1 MAI 2012

	Taux PIT maximal combiné ^(a) (%)	Taxe de vente au détail (%)	Taxe sur les carburants ^(b)		Taxe sur le tabac sur les cigarettes ^(c) (\$/ carton)	Charges sociales ^(d) (%)	Impôt des sociétés		Impôt sur le capital des institutions financières ^(e) (%)
			Essence (¢/ litre)	Diesel (¢/ litre)			Petites (%)	Grandes (%)	
Territoires du Nord-Ouest	43.05	-	10.70	9.10	57.20	2.00	4.0	11.5	-
Nunavut	40.50	-	6.40	9.10	42.00	2.00	4.0	12.0	-
Yukon	42.40	-	6.20	7.20	42.00	-	4.0	15.0	-
Colombie-Britannique	43.70	7.0	20.06	21.39	37.00	-	2.5	10.0	-
Alberta	39.00	0.0	9.00	9.00	40.00	-	3.0	10.0	-
Saskatchewan	44.00	5.0	15.00	15.00	42.00	-	2.0	12.0	3.25
Manitoba	46.40	7.0	14.00	14.00	50.00	2.15	0.0	12.0	4.0
Ontario	46.41	8.0	14.70	14.30	24.70	1.95	4.5	11.5	-
Québec	48.22	9.5	18.20	19.20	21.80	4.26	8.0	11.9	-
Nouveau-Brunswick	43.30	8.0	13.60	19.20	34.00	-	4.5	10.0	4.0
Nouvelle-Écosse	50.00	10.0	15.50	15.40	43.04	-	4.0	16.0	4.0
Île-du-Prince-Édouard	47.37	10.0	15.80	20.20	50.80	-	1.0	16.0	5.0
Terre-Neuve	42.30	8.0	16.50	16.50	38.00	2.00	4.0	14.0	4.0
Moyenne pondérée ^(f)	45.54	7.2	15.59	15.98	29.87	1.85	4.6	11.4	0.5

Notes:

(a) Plus hauts taux d'imposition du revenu des particuliers fédéral-provincial/territorial combinés, en vigueur pour l'année d'imposition 2012.

(b) Le taux de taxe sur l'essence aux fins non routières est de 6,4 cents/litre aux TNO. En Colombie-Britannique, les taux de taxe sur le carburant comprennent une taxe sur les émissions carboniques et sont en vigueur dans les régions situées à l'extérieur de Victoria et du Lower Mainland. En Colombie-Britannique, les taux de taxe sur les émissions carboniques sont uniformes à l'échelle de la province; toutefois, les taux de taxe sur l'essence sont différents dans différentes régions. Les taux de taxe sur l'essence varient d'une région à l'autre au Québec.

(c) Colombie-Britannique, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve appliquent la taxe de vente sur les produits du tabac.

(d) Les TNO et le Nunavut prélèvent un impôt sur le salaire des employés. Les autres provinces qui prélèvent de l'impôt sur le salaire accordent des exemptions aux petites entreprises et/ ou les taux varient en fonction de l'importance de la masse salariale.

(e) La Nouvelle-Écosse a également l'impôt de 0.1 percent sur le capital de grandes sociétés qui est programmé pour être éliminé le 1^{er} juillet 2012.

(f) La moyenne est pondérée selon les populations provinciale/territoriale au 1^{er} juillet 2011.